

# LE SOCIALISTE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: **Georges BRUTELLE**

Rédaction: 12, Cité Malesherbes - PARIS (9<sup>e</sup>)  
Téléphone: TRU 76-34

ABONNEMENTS :  
France, 12 F. semestre  
Etranger, 14 »

## L'INIMAGINABLE

par Claude Fuzier

**I**l est toujours difficile de parler de l'Espagne. Ce pays évoque, pour la gauche française, tant de souvenirs, tant de regrets et quelquefois tant de remords qu'on a peur d'être entraîné par ses sentiments alors que les exigences de la politique commandent le triomphe de la raison. Faut-il se taire ?

Ça n'est pas possible. Certes, nous en avons vu bien d'autres. Mais n'est-il pas étonnant que, dans la même semaine, le général de Gaulle, l'homme du 18 juin, se brouille avec l'Angleterre qui l'avait accueilli en 1940, et prépare une alliance avec Franco, le seul rescapé de la grande coalition fasciste qui faillit faire disparaître la liberté du monde ?

Après M. Frey, le général Ailleret est à Madrid. Il y rencontre le général Munoz Grandes, qui fut suffisamment fasciste pour avoir à commander la division Azul, cette légion de volontaires espagnols qui combattit dans les rangs de l'armée hitlérienne. Il y prépare, selon des informations pratiquement officielles, la coopération militaire avec l'armée espagnole. Celle de Badajoz et de Guernica. Celle qui, dans les premiers jours de la rébellion, fusilla, au Maroc espagnol, tous les hommes de gauche, si l'on s'en réfère au livre objectif de l'Anglais Hughes Thomas. Celle qui arrêta, de 1940 à 1944, les hommes qui essayaient de gagner Londres et la France libre.

Mais, me direz-vous: « Et l'Allemagne ? ». L'Allemagne a changé. Elle est devenue, malgré quelques erreurs sans doute inévitables, une démocratie. L'Espagne franquiste est restée la même. Telle qu'elle était en 1940, elle est en 1963: une dictature.

Dans ces conditions, est-il imaginable que ce soit la France, parce que la folle politique du pouvoir gaulliste l'isole en Europe et dans le monde et que l'Elysée cherche partout des secours nouveaux, qui apporte à Franco sa caution et son appui ? Ce n'est pas imaginable et pourtant c'est la réalité.

Il est question d'installer une base aéro-navale française aux îles Canaries. Le sieur Lagailarde pourra ainsi bavarder avec des compatriotes. Afin de maintenir des relations étroites avec les pays d'Afrique noire, la marine et l'aviation française disposeront de facilités sur le territoire franquiste qui les mettront à l'abri de toute tension entre notre pays et l'Afrique du Nord et qui, même, permettront de suppléer à la perte prévue des bases de Bizerte et Mers-El-Kebir. En contrepartie, le gouvernement français, qui a dit non à l'entrée de l'Angleterre, dans le Marché commun, dirait oui à celle de l'Espagne.

Est-ce la seule contrepartie ? Cent mille républicains espagnols ont fait de la France une seconde patrie. Nous avons été les premiers, dès la semaine dernière, dans ce journal, à dénoncer les risques qu'ils couraient chaque fois que s'accrochait le rapprochement entre le franquisme et le gaullisme. Un médiocre démenti est venu d'autant moins calmer nos inquiétudes que, selon certaines informations, la négociation à ce sujet aurait échoué parce que le ministre de l'Intérieur espagnol aurait refusé de livrer les membres de l'O. A. S. réfugiés de l'autre côté des Pyrénées.

N'existe-t-il pas aussi la préoccupation de créer de nouvelles difficultés au sein de l'Alliance atlantique ? Les U. S. A. ont obtenu d'installer en Espagne des bases dont ils envisagent la reconversion, ce qui impose des négociations d'autant plus délicates que le gouvernement américain n'est pas décidé à payer politiquement le prix des besoins nouveaux de la défense du monde libre. Les négociations militaires entre les généraux Ailleret et Munoz Grandes sont-elles liées à cette affaire ?

On s'est peut-être rendu compte, à Paris, qu'on allait trop loin. On a démenti une rencontre de Gaulle-Franco. On vient de démentir le voyage à Madrid de M. Couve de Murville, que la presse sympathisante au gaullisme avait pourtant annoncé. Ces démentis ne changent rien à la qualité du problème, s'ils en modifient la quantité. Il reste une coopération franco-espagnole, ou plus exactement une coopération entre le franquisme et le gaullisme.

Alors, il faut le dire avec beaucoup de calme: cela ne se fait pas au nom de la France. Le peuple français, qui dans sa majorité a vibré à l'héroïsme de la République espagnole et a compris que la guerre d'Espagne n'avait été que la répétition générale de la deuxième guerre mondiale, n'accepte pas que Franco soit réhabilité en son nom.

J'ignore quelles sont les pensées actuelles de M. André Malraux. Je me souviens qu'à l'époque du R. P. F., il avait organisé, dans une salle de cinéma de Paris, une projection de son film « Espoir ». C'est cet espoir-là qui vient de subir une nouvelle atteinte après tant d'autres.

« Si llegase a comprobarse veraz parte, cuando menos, de las irregularidades impunemente urdidas al socaire de algún tráfico de influencia, cuyo relato se susurra de boca en oído, con puntualización concreta de los detalles de pingües negocios, el Departamento ministerial donde se amañó, los nombres y apellidos de autores, cómplices o encubridores, más la cuantía conjetural de ganancias apandadas entre todos ellos, este Régimen bajo el que ahora vivimos habría de pasar al juicio de la posteridad como uno de los más incongruentes, más incompetentes y más inmorales de nuestra Historia. »

Duque de MAURA

## A propos des entretiens franco-espagnols

Au cours de la réunion de la Commission des Affaires Etrangères qui avait été convoquée à l'Assemblée Nationale, le jeudi 7 février, pour entendre un exposé de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires Etrangères, notre ami Fernand Couzinet, député socialiste de la Haute-Garonne, a posé au ministre les deux questions suivantes :

1.) — Quels sont l'objet et la portée des entretiens franco-espagnols qui se déroulent actuellement à Madrid ?

2.) — Ces négociations risquent-

elles d'avoir des répercussions sur la situation des Républicains Espagnols auxquels la France a généreusement accordé l'hospitalité depuis plus de vingt ans ?

Dans sa réponse à notre camarade, le Ministre a tout d'abord évoqué l'évolution des relations franco-espagnoles depuis une dizaine d'années, évolution qui, d'après lui, s'effectue dans le sens de la « normalisation » des rapports franco-espagnols. Mais peut-il y avoir « normalisation » dans les relations avec le régime fasciste imposé à l'Espagne ?

Parlant ensuite du récent voyage du Ministre de l'Intérieur Roger Frey, à Madrid, il a déclaré qu'il n'y avait « aucun mystère » et que ce voyage avait trait à des problèmes intéressant la « sécurité française ». Comprendons par ces mots qu'il s'agit, avant tout, de la sécurité du chef de l'Etat et, très vraisemblablement, de la poursuite des règlements de compte entre le Pouvoir et les membres de l'O.A.S. réfugiés en Espagne.

Enfin, et c'est là le point essentiel, le Ministre des Affaires Etrangères a déclaré que les entretiens franco-espagnols actuellement en cours n'avaient « rien à voir avec la situation des réfugiés politiques espagnols », ce sont ses propres paroles — et que rien ne serait changé à cette situation.

Qui vivra, verra ! dit le proverbe et nous verrons bien si l'affirmation faite par le Ministre devant les commissaires sera corroborée par les faits, dans les jours à venir.

Quant à notre camarade Fernand Couzinet, il a pris acte de la déclaration ministérielle en souhaitant qu'elle corresponde toujours à la réalité et que nos amis les Républicains Espagnols n'aient à souffrir en aucun cas des résultats des conversations en cours.

De toute façon, nous demeurerons vigilants afin que le droit d'asile soit toujours rigoureusement respecté et que l'hospitalité accordée par la France aux proscrits et qui est un des éléments de sa grandeur — et non des moindres — soit toujours aussi large, aussi généreuse et aussi fraternelle.

(« L'Avenir », Toulouse)

## Le "MIRACLE ESPAGNOL"

« La Meuse - Lanterne » a entamé une série d'articles sur l'Espagne, dont le but évident est de « travailler » l'opinion en faveur de l'admission espagnole au Marché commun.

Soulignons d'emblée qu'il ne s'agit évidemment pas ici de mettre en cause une véritable information objective sur l'Espagne d'aujourd'hui — un pays dont les réalités sont effectivement complexes. Mais il y a une façon hypocrite de grouper les faits et surtout d'en tirer des conclusions inacceptables, qui n'a en l'occurrence rien à voir avec l'information objective. Il n'y a pas de « miracle espagnol » mais le cas d'un pays qui, comme tout le monde occidental, bénéficie de la haute conjoncture capitaliste et d'une certaine expansion économique. L'Espagne a bénéficié surtout de l'aide américaine — aide qui s'inscrit dans le cadre général des efforts du monde capitaliste pour « dédoubler » le franquisme et pour accrocher le wagon espagnol au train de l'Europe.

L'auteur de ce singulier reportage jusqu'à présent, n'a pas tenu compte de la grande grève du printemps dernier. Il ne dit pas que l'augmentation toute relative du pouvoir d'achat des masses a été acquise grâce à la pression constante qu'elles exercent sur un gouvernement qui est tenu à certains ménagements afin de faire bonne figure « libérale ». Il ne parle pas non plus de la disparité entre certains salaires industriels relativement « élevés » et les misérables salaires, notamment agricoles, qui ont cours dans le Sud, et assimilent certaines parties de l'Espagne aux régions sous-développées du monde.

### La volonté de dédoubler Franco

Si l'on passe au chapitre politique, les efforts pour « blanchir » le régime fasciste espagnol sautent aux yeux encore davantage. L'auteur s'interroge avec une sollicitude intéressée, mais peu convaincante sur les conditions de liberté qui prévalent dans l'Espagne d'aujourd'hui. La presse est-elle libre ? Chaque Espagnol peut-il être placé en résidence surveillée sans autre forme de procès ? Chaque fois la réponse se veut rassurante : en substance « théoriquement » il n'y a pas de liberté, mais « pratiquement » oui. Le pouvoir se pas-

se de la censure, mais il fait confiance aux journalistes pour qu'ils n'abusent pas ! On cite en exemple la presse « syndicale ». Mais il s'agit bel et bien d'une presse phalangiste qui critique effectivement les conservateurs dans le sens bien connu de social-fascisme. En réalité, il n'y a pas en Espagne un seul journal d'opposition véritable, républicaine et socialiste.

La conclusion est claire : l'offensive des milieux de droite pour intégrer l'Espagne autoritaire dans l'Europe se précise. Mais pour les socialistes des six pays de la Communauté, faire l'Europe n'est pas un but en soi, il ne peut s'agir de n'importe quelle Europe, celle-ci est inséparable d'un certain contenu démocratique.

« Le Peuple », Bruxelles, 7 février 1963.

### Las malas afecciones

## Visitas, visitas...

**N**O podemos menos sentir satisfacción por la manera como han enjuiciado las negociaciones entre el Gobierno francés y el del Caudillo. Sobre esa satisfacción nos sentimos reconocidos a quienes en sus enjuiciamientos y comentarios han dedicado un lugar a la preventiva defensa de los refugiados políticos españoles contra unos supuestos peligros derivados de tales negociaciones.

Decimos que la defensa es preventiva y que los peligros son supuestos porque, verdaderamente, por hoy, no se ha dado suficiente fundamento para la alarma desde el lado francés, que es el más interesante. Otro es el caso desde el lado español, en donde el Gobierno, en su comunicado oficial y en los comentarios de sus periódicos, parece dar estado a un **do ut des** — por llamarlo más vulgarmente chalanero — en el que el franquismo da la impresión de adelantarse a yacer trofeo con nuestros despojos.

No sabemos, claro está, los fundamentos que el Gobierno del Caudillo tenga para entregarse a ese adelanto, y hasta nos atrevemos a poner cierta esperanza en la escasa sagacidad del principal interlocutor que en Madrid ha tenido el ministro francés señor Frey. En todo caso, nos atenemos también a pensar que la actual política mundial es una función de muchas variables; demasiadas para que el franquismo pueda estar seguro de jugarlas con acierto.

Como un lance de ese juego se presenta ahora la suspensión de otro viaje; del tan anunciado que tenía que hacer a Madrid, los días 15 y 16 de este mes, el Secretario adjunto de la Defensa, de los Estados Unidos. No se ha fijado nueva fecha y, según parece, el viaje quedará aplazado hasta que al Caudillo se le vayan de la cabeza algunos de los pajaros que le han puesto en ella las visitas francesas, aunque éstas se han quedado, por lo pronto, en la mitad de las cuatro que se anunciaron.

El halago de estas visitas hace soñar otras más espectaculares. De ahí que los periódicos españoles, a través de salvidades y rumores, hablen en estos días de la posibilidad de que el Caudillo sea visitado por el general De Gaulle y por el presidente Kennedy, del mismo modo que antes se habló inútilmente del canciller Adenauer. Tales cosas hemos visto ya en este mundo que nos guardaremos de negar esa posibilidad. Pero por si nos corresponde pagar los gastos y por si luego fuera tarde, diremos ahora que esas visitas — como la de Eisenhower —, que inflan el orgullo del Caudillo, no hacen sino su afrenta. Descienden a él como a un baratillo o a la satisfacción de un sórdido objetivo, pero no lo ponen a su altura. Si lo pusieran, le corresponderían invitándole a su vez; pero no hay Estado que invite al Caudillo, si no es el inmediato y policiaco Portugal. De eso sí creemos estar seguros.

Y cuando a un régimen, como a ciertas personas, se le considera propio para ser visitado, pero indigno de ser recibido como visitante, entonces las visitas, cuanto más altas sean, no sólo no lo honran, sino que lo prostituyen.

### ABONNEMENTS

et

### REABONNEMENTS

a nom de :

**Roger SOUTHON**

12, Cité Malesherbes, Paris-9  
C.C.P. 18 585 08 - Paris

# Estado de Derecho o nave sin rumbo

**N**O sé si asciendo hacia el Norte o si desciendo hacia el Sur. Sólo sé que mi cuerpo está fatigado, que mi alma sufre que mi corazón sangra. Llora en silencio la inconsciencia a que me obliga la falta de consideración de unos hombres. Así pensaba España cuando nada menos que el ministro de Justicia Iturmendi, nos sale diciendo que el Estado español es un Estado de Derecho. Así lo ha afirmado en una conferencia de prensa, con periodistas nacionales y extranjeros, el 13 de diciembre pasado.

La Convención Europea de los Derechos del Hombre y la Carta Social europea, dicen lo siguiente:

1. La instauración de instituciones auténticamente representativas y democráticas que garanticen que el Gobierno se basa en el consentimiento de los gobernados.
2. La efectiva garantía de todos los derechos de la persona humana, en especial los de libertad personal y de expresión, con supresión de la censura gubernativa.
3. El reconocimiento de la personalidad de las distintas comunidades naturales.
4. El ejercicio de las libertades sindicales sobre bases democráticas y de la defensa por los trabajadores de sus derechos fundamentales, entre otros medios, por el de la huelga.
5. La posibilidad de organización de corrientes de opinión y de partidos políticos, con el reconocimiento de los derechos de la oposición.

Esto es lo que se necesita para que un Estado se le pueda considerar como de Derecho. Si miramos la cosa desde el punto de vista gramatical, sacamos la consecuencia de que lo que el ministro ha definido es precisamente la España actual; un Estado de Derechas. Ha cambiado el masculino por el femenino y el singular por el plural. La riqueza de nuestra lengua sirve para decir y para eludir las cosas. No es eso lo que se quería; es precisamente eso lo que no se quería.

La Comisión Internacional de Juristas ha dicho: «Se demuestra que el general Franco mantiene un régimen que hace burla de todos los derechos, en el que impera la tiranía y lo arbitrario.» Decididamente, el señor Iturmendi, según es su actuación, no puede sentar plaza de jurisperito, aunque sea ministro de Justicia. La realidad de los hechos y toda la vida española, oponen un mentis rotundo a la tesis proclamada para llevarla a una síntesis que por nuestro lado, apoyados en esa misma realidad, formamos la antítesis frente a lo dicho por tan alta autoridad.

Sólo unos ejemplos bastarán para tirar por tierra semejante afirmación. Para la reconstrucción del Alcázar de Toledo trabajó una colonia penitenciaria de 2.500 presos durante los años 1942-1949. El preso percibía 3.30 pesetas para comida y un subsidio igual para su familia, o sea, 6.60 pesetas. Durante ese período se han pagado treinta y ocho millones dieciséis mil pesetas. Si tomamos como base que la jornada normal fuese de 20 pesetas, los presos deberían haber cobrado la suma de ciento quinientos millones de pesetas, de lo que resulta un saldo a favor del Estado de setenta y siete millones. A 40 kilómetros de Madrid, en un paraje bautizado "Valle de los Caidos", han trabajado durante trece años 700 presos. En esa obra se ha gastado, según la prensa norteamericana, unos 75 millones de dólares, y esos presos no han gozado de más suerte que los otros.

Desde 1947, la emigración española ha sufrido un aumento que alcanza a más de 600.000 obreros, en su mayoría profesionales que van a buscar el pan que el Estado de Derechas les niega. Durante los cinco años del régimen republicano emigraron 12.773 personas, regresando al país, en el mismo período, 33.667. Triunfante el franquismo, España empieza a desangrarse. Del país y de la miseria huyen los hombres más fuertes,

los mejor armados para el combate de la vida. ¿Quién podrá hacer creer a esos hombres que España es un Estado de Derecho? Hay taxistas que permanecen durante dieciséis horas diarias ante el volante de su automóvil; otros trabajan un turno de ocho horas como mecánicos, en una empresa de construcción de automóviles, y conducen durante seis horas más un taxi. El guardia urbano que regula la circulación por la mañana, puede que sea electricista en un pequeño taller por la tarde. En la industria textil, y sobre todo en la de géneros de punto, no pocas mujeres trabajan catorce horas diarias en la fábrica. Un excelente fotógrafo, que es a la vez comisionista de una casa comercial, tiene además una alpargatería. Un profesor de enseñanza media ha de dar clases particulares u ocupar las horas libres en otro lugar rentable. Un maestro de escuela no rebasa las dos mil pesetas mensuales, tiene que dar clases particulares, está ocupado todo el día y sólo dispone del tiempo indispensable para comer. En realidad, muchos obreros ocupan la jornada en dos profesiones distintas, o bien realizan dos turnos en la misma. (Véase "Ibérica", Nueva York, 15 oct 1962.)

Dionisio Ridruejo, fundador del Partido de Acción Democrática, a su paso por Nueva York ha declarado: «Quizás sorprenda a algunos que yo aparezca ahora como demócrata apasionado cuando fui apasionado falangista en 1936. He llegado a ser demócrata por un juicio de los resultados, obligado por los hechos mismos, después de ver a las ideas probadas por la acción. Ya en 1942 me aparté del sistema porque la política de postguerra me pareció policial y reaccionaria. Luego comprobé las consecuencias generales de la experiencia fascista y las confronté con los resultados de la experiencia democrática tomando como juez al ser humano en concreto. Para mí es lo que se hace con ese ser humano lo que justifica uno u otro sistema.»

El juriconsulto español Manuel de Irujo acaba de declarar: «El único apoyo real del régimen franquista es el Ejército. El régimen constituye una lotería para los jefes y oficiales superiores del Ejército. Las

fuerzas represivas, bajo distintos capítulos consumen el cuarenta por ciento del presupuesto del Estado.»

Si tan seguro está el Caudillo de haber conquistado el Poder, ¿por qué teme la consulta popular? Dejo a vuestro juicio, queridos lectores, el comentario que cada uno pueda hacer a las palabras pronunciadas por el dictador en Palencia: «Y nosotros demostramos que este régimen que hoy tenemos no lo hemos conquistado hipócritamente con unas papeletas; lo hemos conquistado a punta de bayoneta y con la sangre de nuestros mejores.» Y el ministro, al final de su conferencia de prensa, termina diciendo: «Los exiliados sólo tienen que solicitar su regreso al país para poder hacerlo, y no son condenados, a no ser que sean responsables de delitos de sangre.»

Cualquiera de los representantes del fascismo español tira por tierra lo dicho por Pio XII en 1939 y repetido por Juan XXIII en septiembre de 1961: «Es con la fuerza de la razón y no con la de las armas como la justicia se abre camino.» Ya lo sabes, pueblo español, frente a las brutalidades de un régimen que se sostiene gracias a la fuerza de las bayonetas. El dolor es la entraña misma de lo humano que pugna por salir de la oscuridad.

Frente al odio y a la marcha apocalíptica de los que quieren mantener a España en la negrura de la noche, se levantan las fuerzas de la oposición y con ellas todos los que en un momento de la historia creían en una posible transformación de la Nación. Todos unidos, en apretado haz enarbolando la bandera de la Libertad, del Amor y de la Justicia, para que sin derramamiento de sangre España vuelva a ser un Estado de Derecho.

Son los hombres sin tierra y los que pisando su tierra carecen de libertad lleguen a una total compenetración, para que la Fraternidad se haga dueña y procure el bienestar de todos los españoles Ciudadanos: Que este año que comienza sea el que haga cambiar de rumbo a la nave. El que mata el tiempo se mata a sí mismo. Tenemos que demostrar que España no es un pueblo de autómatas.

Camiño CELA  
St.-Chaumont.

## EL SINDICALISMO ante su destino

# La mujer obrera en Israel

por Abraham Dembinski

**E**S interesante destacar que en Israel, al contrario de la mayoría de los países desarrollados del mundo, nunca existió un movimiento feminista organizado. Mientras que en los países europeos y la mayoría de los americanos debieron las mujeres esforzarse duramente para obtener la igualdad de derechos (salario, voto, etc.) y aún hasta en el presente se dan casos en que tal igualdad es más aparente que real, en Israel, por el contrario, no existieron problemas de esta índole prácticamente desde el comienzo de la organización comunitaria del país.

Ello se debe, fundamentalmente, a que los primeros colonizadores provenientes de los países de la Europa Oriental aceptaron de buen grado el hecho de que la mujer se desempeñe a la par del hombre en las diversas tareas. En las primeras formas de organización comunal (por ejemplo, en el kibutz), existía un espíritu revolucionario y renovador que abarcaba, entre otros aspectos, el de la igualdad absoluta de la mujer en todos los campos de la actividad. Hace más de cincuenta años, en una de las primeras reuniones femeninas, llevada a cabo en Merjavia, expresó Ial Gordon, una de las participantes, lo que luego habría de llegar a ser el lema de la mujer obrera de Israel: «Lo que deseamos es que las mujeres tengan el derecho a vivir y desenvolverse en igualdad de derecho a los hombres, en la nueva sociedad que se está creando en Eretz Israel.»

Con el surgimiento del Estado de Israel adquirió fundamento legal el concepto de igualdad absoluta entre los sexos. En 1951 aprobó el Parlamento israelí la Ley de Igualdad de Derechos de la Mujer, que dice: «Regirá una única ley para hombres y mujeres. Cualquiera otra disposición legal que discrimine contra la mujer en su condición de tal, será considerada inválida.» De ahí se desprende que las mujeres tienen derecho a votar y ser elegidas para cualquier cargo público, de concurrir a todos los

establecimientos de enseñanza, de compartir la propiedad de los bienes familiares, de cumplir con las obligaciones del servicio militar (con excepción de mujeres religiosas que soliciten ser eximidas y mujeres casadas o con hijos), etcétera.

A pesar de los graves problemas de mano de obra que existen actualmente en Israel, no se ha logrado movilizar totalmente la fuerza de trabajo representada por la mujer israelí. Las mujeres representan, por el momento, tan sólo un 27 por 100 de la mano de obra y ello a pesar de que una familia corriente en Israel no puede subsistir a un nivel de vida aceptable con el único sueldo del hombre. Se están considerando las posibilidades de crear condiciones que permitan a la mujer casada, que también debe ocuparse del cuidado de su hogar y de los hijos, ingresar al círculo de la labor productiva, ya sea en la industria o en servicios públicos que posibiliten la liberación de hombres que actualmente cumplen dichas funciones. Sin embargo, cabe señalar que existen algunas ramas que han sido prácticamente "conquistadas" por la mujer, como, por ejemplo, la enseñanza (70 por 100 de las docentes son mujeres), la enfermería (90 por 100) y el trabajo social (90 por 100).

A pesar de que el principio "a igual trabajo igual salario" está teóricamente aceptado en todos los círculos de la sociedad israelí, es raro que se permita a la mujer llegar hasta los grados más altos del escalafón. Por otra parte, cuando tanto la mujer como el marido trabajan en la familia, son tantos los impuestos que se aplican al ingreso que, prácticamente, el trabajo de la mujer no resulta rentable, si se toma en cuenta la necesidad de tomar una empleada de servicio doméstico para cubrir las horas de ausencia del ama de casa. Todos estos son problemas que se hallan bajo la atenta consideración de las autoridades correspondientes.

Aun cuando la mujer cumple importantes tareas en diversos campos de la sociedad israelí, se ha notado un retroceso en cuanto al cumplimiento del principio de "igualdad de derechos y deberes". La mujer tiende más y más a desempeñarse en tareas de servicio. Aun en el kibutz, cuna de la igualdad social de la mujer, existe una tendencia constante por parte de la mujer a alejarse de ocupaciones tales como la agricultura y a buscar su lugar en tareas como el cuidado de los niños, la cocina, la enseñanza, el cuidado de la ropa, etc. Quizás ello no sea otra cosa que el retorno a una realidad biológica evidente, que trataron de desconocer en el fuego de las discusiones Ial Gordon y sus compañeras, cuando clamaban por la "igualdad absoluta".

Muchas son las mujeres que se destacan actualmente en la vida política, social, artística y cultural del país. Como ejemplos destacados tenemos a la ministra del Exterior, señora Golda Meir; la vicepresidente de la Kneset, señora Beba Idelson; la pianista de fama mundial, Pnina Zeltman; la escritora Iemina Chernowitz etc.

Para finalizar, las siguientes son las organizaciones femeninas del país, que cuentan con más de 425.000 afiliadas, y cumplen una impropia tarea social en todos los círculos de la población. La más importante es la Moetzet Hapalato, organización femenina de la Histadrut, que cuenta con 315.000 miembros. Además existen: la WIZO, la Organización de Mujeres Religiosas (Mizraji y Hapoei Hamizraji), la Organización Femenina del Partido Liberal, las Mujeres Universitarias y la Liga por la Igualdad de Derechos.

Dichas organizaciones mantienen jardines de infantes, escuelas vocacionales y de capacitación etc. **Abraham DEBINSKI**

## Un premio mal atribuido

# El «Financial Times» concede el «Oscar 1962» a la peseta

Contestando a un periodista que le interrogó al respecto, el ministro de Hacienda (don Mariano Navarro Rubio) mostró la gran satisfacción que le causó el singular acontecimiento de que "Financial Times" hubiera concedido el "Oscar 1962" a la peseta española, premio que concede a «la moneda más estable, más rigurosamente seria del año.»

Atribuye el ministro todo el mérito al Plan de Estabilización, a la reactivación económica, al Plan de desarrollo económico, a la reforma fiscal y al equilibrio presupuestario. La estabilidad de una moneda no depende exclusivamente de la política interior, sino también del comercio exterior y de la evolución de los saldos de la balanza de pagos; consecuentemente, del turismo, donaciones y afluencia de capital extranjero. La evolución de los precios tiene fuerte influencia en la estabilidad monetaria y aunque España padeció en otros años una presión inflacionaria más fuerte, no se libró de ella el año pasado. En el curso de 1962 y de enero a octubre, el coste de la vida pasó del índice 157,4 a 167,2, lo da un crecimiento en los precios de 10 puntos, o del 6,2 por 100. Sólo en los diez primeros meses del año y a base de las estadísticas oficiales que andan siempre a la greña con la realidad. La circu-

ción fiduciaria, cuyo crecimiento, cuando no es función de riqueza creada, es otro signo inflacionario, pasó de 83.581 millones de pesetas a 93.392 millones, equivalente al 15 por 100. Todas estas cosas se atenúan en la propaganda oficial hasta el punto de que, fundándose en la estimación de la renta nacional de 1962 en pesetas de 1953, se afirma por el Consejo de Econo-



mía Nacional que los precios han aumentado sólo en un 5,3 por 100, lo que también se da de cabezadas con los cálculos del Instituto Nacional de Estadística.

Pero lo que realmente interesa destacar es que la estabiliza-

ción internacional de la peseta se debe principalmente al superávit de la balanza de pagos. Ahora bien, ese superávit no es consecuencia del aumento del Comercio Exterior, que lleva más de un año con déficit constante y creciente. No se debe a que la economía española haya acrecido su poder competitivo en los precios, merced a las reformas estructurales tan necesarias como reclamadas por los hombres conscientes del atraso español; sino al incremento de los ingresos por turismo, por donaciones (envíos de trabajadores españoles en el extranjero) y por las entradas de capital extranjero.

El "Oscar 1962" habría, pues, que concederle a los trabajadores, a los turistas y a los financieros foráneos, en cuyo caso, no nos explicamos la "verdadera satisfacción" que le ha producido al ministro de Hacienda. Antes bien induce a pesadumbre, por cuanto que la estabilidad no se debe a sus genialidades de hacendista, sino a la pobreza española que obliga a los trabajadores a salir de su patria en busca de trabajo y a los bajos precios, producto de los miserables salarios, que atraen a los turistas.

"Financial Times" ha estado muy mal inspirado al atribuir ese premio, pues equivale a premiar y estimular la miseria. — J. B.

Del periodismo caudillal

El buen traducir

El gran diario parisién "Le Monde" publicó el día 30 de enero un editorial titulado "Un axe Paris-Madrid?", que termina con este párrafo:

«Les véritables amis de l'Espagne pensent depuis longtemps que la voie du salut économique et politique passe pour elle par l'Europe. Ils se félicitent donc de tout ce qui peut lui rouvrir les portes d'un continent dont elle a été longtemps artificiellement séparée. Encore faudrait-il que que si ce rapprochement comporte un alignement ce soit celui de l'Espagne sur les idéaux de la démocratie occidentale.»

Los periódicos españoles —tememos a la vista "La Vanguardia Española" de Barcelona— se han considerado en el caso de publicar la traducción de una parte de él. Pudieran haber traducido las últimas líneas de esta manera:

«Sería necesario, sin embargo, que si esta aproximación obligase a un alineamiento, sea éste el de España sobre los ideales de la democracia occidental.»

Sin embargo, según parece, los diccionarios de la Escuela caudillal de Periodismo no contienen la palabra democracia, ni siquiera bajo la ministerial reforma liberalizadora del señor Fraga Iribarne. De ahí que los servicios de Información hayan traducido estas líneas de esta manera:

«Pero sería necesario, sin embargo, que si este acercamiento obligase a un reajuste, éste sea el de España a los ideales de la Patria occidental.»

Tiene gracia, ¿verdad? Con razón hay quienes dicen que cuando ciertas gentes acuden a nombrar la Patria, conviene echar mano a la pistola. ¡Qué tios!

EN EL PAIS DEL ORDEN

La guardia civil hace fuego contra un grupo de campesinos, matando a uno e hiriendo a tres

Una vez más, el drama de la vergonzante e injusta propiedad de la tierra en España ha hecho derramar la sangre de los campesinos. En el lugar conocido por Braña de Gatañeira, término municipal de Mazaricos (Coruña), se produjo un incidente el 23 de enero, al oponerse un grupo de modestos campesinos a los trabajos que efectuaban los ingenieros del Patrimonio Forestal. Los campesinos del lugar, recelosos de que se les privara de sus escasos recursos, sin resolver previamente su situación, como se hizo en otras ocasiones por las autoridades al efectuar operaciones que más que destinadas a favorecer el interés general pretendían mantener los privilegios de los protegidos del régimen, manifestaron su hostilidad contra tales medidas.

Requerida la Guardia Civil, los campesinos mantuvieron su actitud levantisca, esgrimiendo palos y piedras. Como, cuando se trata de oponerse a las gentes del pueblo, la Guardia Civil siempre tiene presto el dedo en el gatillo de sus armas y el ánimo fácil al disparo, hizo fuego contra los manifestantes, matando a uno e hiriendo a tres. Se han efectuado, además, numerosas detenciones.

La prensa caudillal, que dedica extensas informaciones a cualquier leve incidente social que ocurra en alguna parte del mundo, a pesar de su "liberalización" apenas consagra quince líneas a este hecho

LA ACTITUD DE LOS INTELLECTUALES SOCIALISTAS

ANTE ese peligro del laborismo se produce entre los intelectuales socialistas una reacción brutal que cabe considerar. En efecto, muchos de ellos quieren evitar esa transformación creando una corriente de ideas más marxistas, más puras. Se convierten en teóricos marxistas interpretativos que a mitad de camino entre el comunismo y el socialismo occidental quieren constituirse en grupo progresista, forma del porvenir socialista europeo.

En realidad, estas reacciones se han producido en todas las épocas, desde que se habla de socialismo, y siempre han sufrido unos defectos que anulaban la sincera voluntad de muchos de sus autores. Esos defectos son los siguientes:

— Asociación con teóricos socializantes totalmente desconectados de la masa trabajadora y de su lucha

— Actuación fuera de los Partidos socialistas cuando la situación europea se caracteriza por la imposibilidad de instaurar en la masa trabajadora cualquier entusiasmo y fuerza nueva, fuera de los ya clásicos partidos, comunista y socialista.

El resultado es una situación falsa, antimarxista que los condena al dilema siguiente: ser teóricos o tratar de participar en la vida política constituyendo un minúsculo partido político, sin porvenir posible y que se caracteriza por su inercia.

¿Por qué no pueden quebrar ese dilema los intelectuales? Porque su concepción absolutista de la teoría y de la táctica política les hace abandonar su cuadro natural de acción: las organizaciones socialistas y porque fuera de ellas están bajo la sombra del comunismo, más lógico y más obrero que ellos. El principio leninista de la total cohesión de un grupo revolucionario no se puede justificar en nuestra época porque la masa trabajadora no es como entonces un terreno virgen donde hay que sembrar cosas nuevas. La masa trabajadora tiene ya una tradición o mejor unas costumbres políticas o de pasividad política que crean su estabilidad. Hoy el partido debe ser el centro de la discusión teórica y táctica y una minoría tiene más eficacia dentro de la organización que totalmente libre en un grupito político. Esta condición minoritaria no la quieren aceptar los intelectuales que se llaman leninistas muchas veces, cuando fue la posición de este último. Argumentando por la unión de la clase trabajadora, la destroza con sus continuas escisiones.

RESONANCIAS ante su destino

Una amenaza al socialismo europeo

— III —

El intelectual no comprende, por no vivir la vida del obrero, que para este el partido socialista o comunista constituye una fortaleza que siempre le defendió y eso desde muchos años. Ningún argumento le convencerá, aunque las paredes de la fortaleza tengan grietas, de que hay que abandonarla por otra cuya solidez no ha sido nunca puesta a prueba y cuyos soldados no pertenecen a su clase.

Si queriendo abandonar esa lucha inútil por la conquista de las masas, el intelectual disidente se quiere consagrar a la teoría, entonces cabe recordarle que cualquier estudio teórico que no se haga en función del trabajador o que no les sea accesible es inútil. Que recuerde la multitud de teóricos socialistas que ha conocido la historia y verá que el marxismo, como las tendencias de Bakunin y de Lenin no han tenido resonancia sino por su adaptación y explicación al trabajador. Las revistas de teoría socialista reservadas a la "inteligencia" son tiempo perdido y usurpación del socialismo.

CONCLUSIONES PARA ESPAÑA

¿Cómo aplicar este análisis del peligro laborista al socialismo español? En realidad surge inmediatamente a la idea la dificultad de la transformación laborista en España porque las condiciones económicas del desarrollo capitalista liberal y las condiciones políticas de la democracia parlamentaria no existen.

Pero sería erróneo creer evitar este peligro laborista planteando como postulados tácticos la hostilidad creada al desarrollo económico y político dentro del capitalismo liberal. Para satisfacer esta proposición hay que admitir primero una actitud nihilista de abstencionismo gubernamental y de sabotaje económico; segundo la necesidad de la revolución socialista inmediata sin transición burguesa parlamentaria.

La primera de las actitudes es contraria al programa socialista. La segunda es irrealizable en las condiciones actuales de España y, si lo fuese, prepararla por el nihilismo y el sabotaje económico no recogerían sus frutos los socialistas. Esto

no quiere decir que la fatalidad de la amenaza laborista pese sobre el socialismo español; pero ya se divisan intentos en ese sentido por parte de marxistas de terminología rara, de "socialistas" venidos de todos los horizontes y de algún que otro sindicalista que se horizontaliza.

Teniendo en cuenta las experiencias soviéticas y europeas, los cambios impresionantes en la táctica comunista que se están realizando, conviene:

— Mantener el programa intacto cualesquiera sean las alianzas tácticas del momento. Lo que quiere decir que hay que guardar en el programa los elementos base de la sociedad socialista y retificar los que no son sino etapas para conseguirlos, etapas definidas hace años, en circunstancias bastante diferentes de las actuales.

— Realización de un intenso trabajo de unificación del proletariado no en el sentido comunista, político, sino solidariando en la lucha a los campesinos y a los obreros, las diversas regiones que forman España, única y necesaria condición de una verdadera fuerza revolucionaria en nuestro país.

— Para ello, explicación tenaz, permanente individual, de la situación del trabajador español y

de la solución socialista. Esta labor de capacitación no se debe considerar como simple propaganda. La propaganda es lo que suscita la acción y despierta la condición de clase; la formación del militante es la base del Partido y la afirmación política del individuo.

— Politización de los sindicatos. Esto no quiere decir someter los sindicatos a una dirección política, lo que sería hoy un fracaso. Significa que el sindicato si debe utilizar la reivindicación para realizar mejoras económicas, debe plantearlas siempre definiendo las causas de la explotación del trabajador, es decir, la estructura de la sociedad y el régimen político.

— Convencer al intelectual de que su acción fuera del partido es un absurdo y, más, un crimen contra el trabajador. Que su plaza está dentro de la organización con toda libertad, pero con toda disciplina.

— Por fin, utilizar el carácter proletario del P.S.O.E. como contrapunto al laborismo en la Internacional, haciéndose el portavoz de un internacionalismo sincero, del cual resulten convencidos todos los trabajadores españoles.

José MARTINEZ

Los señores Gil Robles y Ridruejo desmienten a monsieur Jean Creach

Monseñor Jean Creach, que por lo visto bebe y vive en buenas fuentes en cuanto a la política española se refiere, afirmó en una de sus habituales crónicas enviadas desde Madrid a "Combat", de París, que los señores Gil Robles y Ridruejo habían ido a Bruselas para hacer una gestión cerca de Spaak con objeto de que la cuestión de la Asociación de España al Mercado Común fuese retirada del orden del día de la reunión que los "Seis" iban a celebrar el 24 de enero. Monsieur Jean Creach añadió por su cuenta unos comentarios desfavorables a esa gestión.

No ocultamos nuestra extra-

ñeza por el hecho de que monsieur Creach, que bebe y vive en tan buenas fuentes de información, haya podido cometer un lapsus; pero ha sido así: la información es inexacta y los señores Gil Robles y Ridruejo se han apresurado a desmentirla. Para ello, enviaron un telegrama a Madrid a monsieur Jean Creach, a través del ministro franquista de Información y quien lo hizo llegar a su destinatario.

He aquí su texto:

Votre information concernant notre démarche à Bruxelles auprès M. Spaak pour que soit retirée l'ordre du jour demande d'admission de l'Espagne au Marché commun complètement fausse stop Vous confirmons stop Primo Nous ne nous sommes pas rendus à Bruxelles Secundo NOUS N'AVONS PAS RENCONTRES M. SPAAK et n'avons fait aucune démarche auprès d'aucune personnalité stop Tertio Exigeons rectifications immédiates et vous conseillons prendre informations espagnoles à sources moins troubles et moins intéressées.

Signé :

GIL ROBLES et RIDRUEJO

Además, los señores Gil Robles y Ridruejo enviaron copia de ese telegrama al director de "Combat", con la carta que reproducimos y que publica dicho periódico el 27 de enero:

Monsieur le Directeur,

Votre correspondant particulier à Madrid, M. Creach, dans la chronique que votre journal a publiée en date d'aujourd'hui (le 22 janvier) affirme que nous nous sommes rendus à Bruxelles pour faire une démarche auprès de M. Spaak afin que la question espagnole soit retirée de l'ordre du jour del Six le 24 janvier.

Nous nous permettons de vous adresser ci-joint copie du télégramme que nous venons d'envoyer à M. R. Creach, aux soins du ministre espagnol de l'Information, voie que l'orientation des informations de votre correspondant, nous prouve être la plus adéquate.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir publier le télégramme de référence. Veuillez agréer, etc.

NICOLAS

Asturias, enero, 1963.

Crónica de Asturias

Los mineros están de luto

UNA vez más, vuelve a sonar el nombre de los mineros asturianos en todo el mundo. Sin embargo, en esta ocasión la causa es bien distinta y más dolorosa que la de las huelgas. el día 8 de enero, una explosión de grisú, ocurrida en la capa 41 de quinta planta del Pozo "Santa Bárbara", de Turón, según cinco vidas y originó lesiones graves a otros nueve trabajadores.

La prensa y la radio franquistas aprovechan esta nueva tragedia para expresar, con los más ditirámicos elogios, la entereza de ánimo y el espíritu de sacrificio y solidaridad de todos los compañeros de los caídos en el trabajo; pero ello no les redime de su cobarde inhibición ante las injusticias que desde hace más de cuatro lustros se vienen cometiendo con todos los obreros españoles, ni puede hacer olvidar el silencio hostil o la agresividad descarada con que se pronunciaron contra estos mismos mineros durante las huelgas del año recién terminado, amén de la complacencia con que acogieron el destierro o el desprecio de cientos de estos trabajadores, durante y después de los sucesos de agosto pasado, por el solo delito de reclamar sus derechos.

Tampoco se ocuparon de la justicia que demandaban los mineros cuando en diciembre último exigieron una paga extraordinaria de treinta días, en vez de los diez con que se les viene engañando. No, no será con elogios desmedidos y con miseraciones plañideras como la prensa y la radio franquistas prestarán un servicio a la causa de los mineros y de los obreros en general. Para esto más valdría que tampoco se acordasen de ellos cuando la desgracia los aflige, porque ni los familiares ni los compañeros de los caídos en el trabajo se lo agradecerán.

Sucesos como este ponen también de manifiesto la justicia de las reivindicaciones de los mineros, y aclara el porqué de su rebeldía, de que estén a la cabeza de los luchadores contra un régimen que no hace otra cosa que pagarles con mezquindad su penoso esfuerzo y arrebatárselos o minimizarles las conquistas que habían alcanzado con anterioridad atribuyéndoles unos seguros sociales que los dejan prácticamente desamparados, pues no es raro que pierdan la vida o la salud antes de alcanzar la edad de la jubilación; y, en cualquier caso, los que sobreviven, deben atender, si pueden, otras ocupacio-

nes, a causa de las pensiones irrisorias que se les otorgan. Los que fallecen a causa de accidente o enfermedad dejan a sus esposas, madres e hijos en la mayor indigencia. Están en rebeldía contra unos patronos que, en su desmedido afán de enriquecerse a toda costa, no vacilan en hacerles aún más dura su labor y esclavizarlos con denigrantes caprichos y, en fin, contra los sindicatos verticales (C.N.S.), que, lejos de sostener y reivindicar los derechos de los trabajadores, siguen las directrices del Gobierno mansamente y sirven con docilidad los bastardos intereses de los empresarios.

Estos son los hombres que de nuevo están de luto, apesadumbrados por la tragedia que les arrebató a cinco compañeros más, cuyos nombres perdurarán en su memoria: Celedonio Martínez Mosteirín, Ramón Zapico González, Rufino Suárez Díaz, José Sixto Zapico Fernández y Manuel Ramón Collado Verdeja. Para ellos y los familiares de los muertos, vaya la expresión de nuestra solidaridad y la de los trabajadores españoles, en el dolor que les aflige.

En la muerte del duque de Maura

Unos párrafos del historiador

La prensa franquista no los publicará

Los que ven la paja en el ojo ajeno y no ven la viga en el suyo

CONVIENE que los franceses, tan dados a visitar España y pasar en ella sus vacaciones, conozcan lo que "Pueblo" (del 3-1-63) dice acerca del trato que los españoles reciben en París. No todos los españoles, sino los que viven en las barracas de los suburbios de la capital francesa. Lo que a continuación copiamos no tiene desperdicio.

« La vida en estas "bidonvilles" es triste y sucia, como en las novelas sociales, pero mucho más triste y más sucia, porque es real. Y, por si fuera poco, los luminosos y educados franceses se dedican a discriminar a estos seres humanos con métodos muy parecidos a los que utiliza el senador Faubus en Arkansas respecto a los negros. En todas partes cuecen habas. En todas partes, incluso en París, la ciudad del alma, el hombre persigue al hombre recurriendo a modales que quedaron condenados en Nüremberg en nombre del "antifascismo", de la democracia y de la justicia. Los niños españoles no son admitidos en muchas escuelas. Las familias francesas prohíben a sus hijos jugar con los ibéricos. Se niegan a compartir, incluso, un viaje en ascensor. Muy bonito todo esto en un país que ha firmado la Declaración de Derechos del Hombre y que viola oficialmente varios artículos del Tratado de Roma poniendo dificultades a los turistas ingleses que quieren atravesar la dulce Francia para bañarse en la Costa Brava. »

Fuera verdad lo que dice "Pueblo", y sin que nosotros aprobáramos ese trato discriminatorio y esa clase de alojamientos infrahumanos, quien menos puede reprocharlo es "Pueblo", o cualquiera otros de los periódicos del régimen franquista.

Hace muy pocas semanas que el ministro de la Vivienda reconocía la existencia de más de 30.000 chabolas en España; sin duda, más infrahumanas que las de París, mientras existen miles de pisos vacíos en las mismas aglomeraciones urbanas donde están ubicados esos "bidonvilles".

Es indecente acusar a los franceses de practicar la discriminación racial social cuando en España la discriminación es moneda corriente.

Como es indecente la alusión, al paso de los ingleses a través de Francia cuando ellos, los francofalangistas, encarcelaban a franceses judíos y belgas que durante la última guerra intentaban cruzar España para unirse a las fuerzas de liberación que mandaba De Gaulle.

Pero, en fin de cuentas, ¿por qué esos españoles, en lugar de habitar las chabolas del cinturón miserable de Madrid, residen en los "bidonvilles" de París? No es precisamente por el alto espíritu social de la "Cruzada" ni por los aciertos del Caudillo.

El prudente callar en esta ocasión es lo que más les conviene a los periódicos españoles, que se muestran muy valientes para censurar lo que sucede más allá de las fronteras y callan cobardemente lo que acontece en su propio país. — O. I. D. E.

El día 29 de enero falleció en Madrid don Gabriel Maura Gamazo, duque de Maura. Contaba ochenta y cuatro años de edad. Era académico de la Lengua y de la Historia. Su vocación política, heredada de su padre, don Antonio Maura, le hizo defender denodadamente la Monarquía, siendo ministro en el Gabinete Aznar. Al duque de Maura se debe el Mensaje de despedida que Alfonso XIII dirigió a los españoles.

Al iniciarse la sublevación militar-fascista contra la República, el duque de Maura se incorporó a ella, colaborando con los sublevados y llegando a ser ministro de uno de los primeros Gobiernos del general Franco. La prensa franquista, en las muy escuetas biografías que publica con motivo de su muerte, omite este hecho, es decir, el de que fue ministro de Franco.

El duque de Maura se separó del régimen franquista cuando percibió que se habían traicionado los que él había creído fines de la sublevación y cuando vio la corrupción y el crimen imperar en toda la España caudillesca. En agosto de 1953 comenzó a escribir un folleto, que terminó en enero de 1954. Se titula "Presente y porvenir político de España", y en él acreditó su conocimiento del franquismo. Siéndole imposible imprimirlo en España, circuló profusamente en copias mecanografiadas. Posteriormente, se editó en el extranjero. A ese folleto pertenecen los párrafos que transcribimos a continuación.

« Durante las horas críticas del Alzamiento Nacional, unos cuantos generales invistieron, por propia autoridad, a un colega suyo de poderes omnímodos, ejercibles por tiempo ilimitado y con absoluta irresponsabilidad legal. A consecuencia de ello, la creación de un partido único; la determinación de los núcleos políticos que pueden integrarlo; la tacha de legales puesta desde entonces a todos los demás; la cantidad, la calidad y el modo de ejercicio de los deberes y derechos ciudadanos; la discriminación de los Poderes del Estado; el señalamiento de órgano idóneo para desempeñar cada cual las funciones del Gobierno; es decir, la totalidad del Derecho público, quedó desde entonces a merced del Caudillo y, transcurridos más de tres lustros, sigue estando al arbitrio del autócrata. »

El régimen español está así descrito por el duque de Maura, aunque no completamente, como él mismo dice:

« Unos secretarios de despacho, que ejercen funciones ministeriales hasta su relevo, porque no se les consiente dimitir, pudiendo ser destituidos sin notificación previa ni explicación ulterior.

Un muy costoso aparato burocrático, presunto propulsor de investigaciones científicas compaginables con las sordideces de la censura gubernativa para impedir la publicación de cualquier verdad antiministerial.

Un desordenado apetito, genuinamente enciclopedista, de estrechar relaciones culturales con países cuya lengua se desconoce en España todavía más que la nuestra.

Una inexorableidad con el adversario a quien se supone irreductible, como, por ejemplo, el jesuita antaño y el masón hoy.

Una máxima liberalidad para autorizar gastos públicos de toda índole, favorecida por la proliferación de capas especiales.

Un extraño impulso gubernamental dedicado al fomento de obras públicas, aprovechamiento hidráulico, construcciones civiles y embellecimiento urbanísticos.

Una serie ininterrumpida de festejos callejeros, públicos y gratuitos religiosos y profanos, continuadores flamantes del clásico "pan y toros".

Un immoderado afán de asombrar a las generaciones venideras, llevando hasta lo descomunal las proporciones de algunos edificios costeados por la nación, no obstante ser asimismo colosal la diferencia entre las posibilidades hacendísticas de ahora y las de atrora.

Un irreprimible prurito de subvencionar industrias suntuarias, que, por saberlas o suponerlas muy deficientemente remuneradas, desatiende o desapruueba la iniciativa privada.

Y, por último, un exceso de celo paternalista, sugeridor casi continuo de intromisiones de los gobernantes, no siempre discretas, oportunas o acertadas, en la economía, la moral o las costumbres de los gobernados.

No parece sensato dar por discutible que ese personalísimo ideario de Franco, elaborado recoletamente, muy lejos de cualquier ágora ciudadana, esté siendo compartido por todos, o los más, de los aclamadores, que martillean con su nombre los timpanos de los circunstanciales silenciosos.

Cierto que en la España actual se prohíbe todo lo que disguste a S. E., pero ciertísimo es también que, en la España de siempre, todo lo que está prohibido suele ser lo que más gusta a la generalidad de los españoles. »

« Nada más incongruente con ella que el mantenimiento en nuestra Patria de un régimen autocrático.

Hasta para poner término a la desunión nacional de Alemania o de Corea, se propugna hoy, como única solución para todos, la convocación de "elecciones libres".

España no puede seguir prescribiendo el voto, exclusivamente

atendida al grito. La próxima perspectiva nacional habrá de ser el inaplazable cambio de régimen. »

« La dictadura más o menos autocrática es el régimen que soportan mejor los países atrasados políticamente, y desde luego, el predilecto de sus gobernantes. Ha de ocurrir así hasta la consumación de los siglos.

Dios omnipotente, con sabiduría infinita, dotó de libertad a los seres más perfectos de su creación. Por eso algunos ángeles pudieron rebelarse contra El y la primera pareja se atrevió a desobedecerle.

Pero la divina hechura terrenal salió tan mediocre, que cuando juzga necesario declararse omnipotente, incluso para bien ajeno más que propio, ha de suplir la sabiduría que no tenga, con las libertades de que despoja a los súbditos. »

« ¿Por qué se ha firmado, pues, un convenio tan anacrónico? (Se refiere al hispanonorteamericano de septiembre de 1953.) Porque el naciente y pujante imperialismo norteamericano (que es obra de las circunstancias universales, mucho más que de la voluntad nacional) le halaga sobremanera poseer, aun cuando sea tan sólo en condominio temporal, bases militares emplazadas en el viejo solar europeo, cuya importancia estratégica no desmerece de su renombre histórico; a tiempo que el Gobierno español, acosado por ingratas vicisitudes económicas, juzga indispensable ceder, en traspaso remunerador, algo de lo bueno que todavía conserva, como en trance de apuro financiero, acostumbra los directivos de clubs futbolísticos traspasar, temporalmente también, a sus jugadores más famosos.

El éxito de ese "do ut des" por tantos conceptos arriscado corresponde al secreto de mañana y solamente Dios puede

penetrarlo. Sus criaturas terrestres sabemos bien que trueques análogos, de factorías por mercancías, inician, desde hace milenios, explotaciones de tipo colonial, provechosa, a veces, para ambas partes.

Lo único positivo hasta ahora es que una autocracia irresponsable, acaba de suprimir, por su exclusiva autoridad, sin audiencia ni menos audiencia de los súbditos, dos tradiciones españolas: las regalías, en el Concordato con la Santa Sede, y la neutralidad en el pacto hispanoamericano. »

« Persona de ninguna experiencia y de seso, puede imaginar a las Cortes actuales capacitadas para resolver, por sí y entre sí, el problema de la sucesión de Franco, dentro de las normas que estatuye la Ley vigente. Ni aún el candidato electo Rey, por voto unánime de sus procuradores, se arrellenaría tranquilo y confiado en el trono vacante.

Ahora bien, el fracaso de la ficción constituida (que no es aventurado descontar, con máximas probabilidades de acierto) obligaría al Gobierno de entonces, fuesen cuales fuesen su significación política y su estructura administrativa, a recurrir en alzada ante la comunidad nacional. ¿De qué manera? Convocando pertinentemente "elecciones libres", puesto que la consulta al país de que se trate, practicada de este modo, está siendo, hoy por hoy, dentro del mundo libre, panacea universalmente recetada contra cualesquiera graves desarreglos orgánicos. »

« La Falange no es, en realidad, dentro del régimen vigente, sino uno de los varios viveros acotados para la extracción de plantales jerárquicos, equivalentes, desde ese punto de vista, en importancia y en utilidad, a los de cualquiera otros colaboracionismos: el tradicionalista, el católico, el monárquico, etc., etc. »

POR QUÉ EL

UNO de los errores o fracasos fundamentales del franquismo es que durante sus veinticinco años de dictadura, con todos los triunfos en la mano, no ha sido capaz de construir unas estructuras suficientemente viables como para que garanticen de cara al porvenir la continuidad del régimen. Hubo una serie de individuos, mejor dicho, hubo determinados sectores de la sociedad española, que en 1936, jugaron la carta del "Movimiento Nacional" como única solución para recuperar unos privilegios seculares que veían marcharse de las manos. Aquellos hombres no se equivocaron. Por la extraña y fatal sucesión de acontecimientos favorables a ellos, que en el ánimo de todos están, la burguesía española, las castas tradicionales, ganaron en su juego. El pueblo perdió, como tantas otras veces, sorprendido en una buena fe un tanto cándida, traicionado por aquellos en quienes confió a destiempo.

Fue, por reponer los intereses de estos grupos por lo que Franco inició su alzamiento contra la República, a la que había jurado fidelidad. Y sólo en la defensa de ellos mantuvo una línea recta, constante. Lo demás importaba poco o nada. Era una "Cruzada" en la que se fusilaba a curas cuando éstos, como en el caso de los vascos, se encontraban junto al pueblo. Y así por tantos años la tiranía franquista ha ido dando tumbos, haciendo concesiones de tipo internacional, derrocando hoy armazones e ideales que preconizaba ayer. Ahí estáriba la total desvergüenza del régimen de Franco, en ese absoluto impudor para conde-

nar por criminales actitudes que hace sólo unos años se veneraban como salvadoras de la humanidad. Era igual; lo importante quedaba intacto: esto es, la defensa permanente de los intereses de la clase opresora. Y así hoy, a los hombres que pusieron al Caudillo en El Pardo, poco les importa el, para ellos, único fallo esencial del sistema. Muchos han muerto, como March, y otros se van acabando día a día. Digaseles a ellos ahora que Franco no ha previsto nada para el día en que falte. Su contestación será como la de Luis XV: « Después de mí, el diluvio. » Pero siguiendo un refrán, más castizo, de nuestra tierra, alguno dirá al marcharse: « Que nos quiten lo bailao. » Así es; por eso decimos antes que estos individuos no se equivocaron trayendo al franquismo.

Pero ellos tampoco cuentan prácticamente hoy ya. Los sectores privilegiados han cambiado de elementos humanos. Son otros hombres quienes forman hoy la burguesía española. Y a estos sí que les preocupa, que les angustia el pensar lo que puede suceder en España en el momento cercano en que por una u otra razón el franquismo se hunda.

El Gobierno, ciertamente, ha intentado abrir nuevos caminos en los últimos meses. Se ha creado una vicepresidencia del Gobierno para el general Muñoz Grandes, quien al parecer sería la persona llamada a suceder al Caudillo en el pedestal de los elegidos. Pero todo esto no convence a nadie, ni siquiera a la burguesía. Todo el mundo tiene el convencimiento de que a la primera coyuntura realmente fa-

Comunicado oficial acerca de la visita de M. Frey a Madrid

La agencia oficial franquista "Cifra" ha hecho público el comunicado siguiente:

« El ministro francés del Interior, M. Roger Frey, ha realizado una visita a Madrid los días 28 y 29 de enero actual, por invitación del ministro de la Gobernación, teniente general don Camilo Alonso Vega. Esta visita ha permitido a ambos ministros, en el curso de conversaciones caracterizadas por la más franca cordialidad, repasar los problemas de su competencia. Han tenido así ocasión de examinar el comportamiento de grupos e individuos que, violando los tradicio-

nales deberes de la hospitalidad, pretenden alterar las relaciones armoniosas entre los dos países. » El ministro francés del Interior ha recogido las sugerencias que le han sido formuladas por las autoridades competentes, especialmente por el señor Castiella, ministro español de Asuntos Exteriores, sobre la conveniencia de adoptar medidas susceptibles de facilitar el paso en ambos sentidos de la frontera de los Pirineos por los ciudadanos franceses y españoles. Estas entrevistas, que se han desenvuelto en un clima de estima y de confianza recíprocas, contribuirán indudablemente a estrechar los lazos entre Francia y España. »

Los puntos sobre las i es

# Voces de España

NOSOTROS, LOS SOCIALISTAS AMORDAZADOS

## El socialismo dentro de la libertad y un sucedáneo de sabor amargo

**E**STAMOS donde estábamos, golpeados brutalmente por nuestra fidelidad al ideal y a la libertad. El mundo ha experimentado una profunda transformación en los últimos veinte años en el orden político y en las mentalidades colectivas, pero todavía perdura un régimen aislado que ni siquiera va a remolque de las corrientes de la historia que, indiscutiblemente, configuran la estructura de los Estados. La higiénica escoba no ha llegado a España y por eso se conserva la inmundicia que impide que un pueblo sea dueño de su propio destino. Aquí, en la España franquista, continúa negándose el pan y la sal a quienes sienten inquietudes políticas y desearían una democracia acorde con la realidad que nos circunda. ¿Os dáis plena conciencia, queridos compañeros, de la terrible y prolongada espera de los que sentimos en nuestra carne los zarzapos de una dictadura que está suicidamente empeñada en mantener la oligarquía de la clase privilegiada?

Es inquietante para nosotros ver pasar triunfalmente el socialismo escandinavo (que representa la mas humana organización política, con los niveles de vida y de civilización más altos de la tierra), belga, africano y budista (estos dos últimos con su acervo religioso). Es magnífico conocer la importancia casi vital del socialismo en Inglaterra, Francia, Italia, Austria y tantos otros países, y, sin embargo, hallarnos nosotros encadenados exactamente igual que cuando Hitler y Mussolini recibían las píldoras del "nuevo orden". Exactamente igual. Nada ha cambiado. Estamos absolutamente convencidos de que este

cambalache es transitorio, pero perdura por una serie de circunstancias que cuesta trabajo admitir aunque así son. Enmudecidos tanto como expectantes, esperamos llenos de esperanza nuestra hora, la hora del socialismo dentro de la libertad y del honor según se expresaba el egregio tribuno León Blum. Si el socialismo marxista gobierna en la tervera parte del globo terráqueo y el socialismo democrático humanista, tan imitado, aunque no siempre con fortuna, por el progresismo afroasiático y la revolución mejicana, influye poderosamente en otra tercera parte de la humanidad por la ley de los más y los mejores, ¿no es, entonces, una monstruosidad que aquí se mantenga un régimen trasnochado que bebió de brucos en la cloaca fascista con el partido único, la propaganda única, el anticomunismo epiléptico y enfermizo —donde están incluidos todos los demócratas—, las grotescas Cortes de fantoches del doblemente viejo don Esteban Bilbao, el predominio absoluto de los condes, patronos y latifundistas sobre toda la comunidad el micrófono único, el único jefe impuesto por la "gracia de Dios" y de un ateo llamado Hitler...?

Un teórico muy activo del partido único o sea, del movimiento nacional de una facción ridícula de la sociedad española, Jesús Suevos ha publicado un artículo en "Arriba" sobre "Socialismo y socialismo". El señor Suevos escribe en los periódicos falangistas se ensaña y habla los lunos en la televisión; tiene para ello una sección: "Con la verdad por delante". Otra de sus tribunas es "Sin miedo y sin tacha" (en "Arriba"). Nosotros nos preguntamos, ¿cómo puede tener

miedo, si solo ellos tienen derecho a hablar y si su falsa verdad sin oposición, no es la que va a misa? Sin embargo, confesamos que nos gusta oír perorar a este ingrato hombre porque tiene la valentía de hablar todavía como si los nazis estuvieran dando aldabonazos a las puertas de Leningrado. Ataca a las Naciones Unidas por ser una creación liberal, presidida ahora por un socialista birmano; al capitalismo clasista que expolia a los pueblos, cerrando los ojos ante la situación real española, donde un capitalismo a ultranza es la base del régimen, como se puede demostrar con cifras y nombres; a los socialdemócratas a los sindicatos libres, a los neutralistas, a los cristianos "rojoides" del tipo Fanfani y Stevenson, quienes no comulgan con ruedas de molino y dicen pan al pan y fascismo al fascismo. ¿O no lo es esto que padecemos, con su conato de corporativismo y la dictadura de la extrema derecha como panacea universal?

Este distinguido malandrín asegura que son artificiosas las distinciones entre derechas e izquierdas. «Nosotros somos cristianos y estamos por encima de esos grupos. Somos socialistas cristianos como los portugueses de Salazar eso contra el viento y marea de las internacionales.»

¿Qué les ha parecido a ustedes esta definición del franquismo? Confesarán conmigo que es una expresión típicamente histrónica. Por eso sospechamos que Suevos y los de su misma cuerda necesitan urgentemente un buen lavado mental para que, por lo menos, adquieran una pequeña dosis de sentido común. Sin cordura y responsabilidad no se puede caminar por el planeta. El franquismo es un disparate que no tiene sentido en el mundo que vivimos. Este mundo, que está impulsado hacia una prosperidad inigualable por los ricos y nobles ideales del socialismo, ¿quiénes defienden en el exterior al fascismo acomejado español? ¿Quiénes reciben a los ministros cuando salen al extranjero? Los alientan periódicos neofascistas como el "Secolo", romano, o "La Nación", en tiempos del generalísimo Trujillo. Son sus amigos el senador Goldwater, el dictador Idigoras, los banqueros sucesores de Morgan, los "play-boys" que se pegan la vida padre junto a las damiselas multimillonarias y las feudales que quedan, las princesitas de los pocos reinos

A los Solís, a los Castiella y Ullastres los de la estabilización a costa de las necesidades y miserias del trabajador, les reciben los grandes capitalistas, los presidentes de las asociaciones patronales, los mentecatos del oscurantismo y la reacción; jamás los trabajadores o los dirigentes de los sindicatos libres, ya sean cristianos o socialdemócratas.

De cualquier manera, estos sectarios suevos nos entretienen más que los tabarristas hipocritas, cuyo principal buho es Gómez Aparicio, el que insulta a la oposición, sin posible réplica radiofónica, porque para eso cabalga en el machito.

Y hasta otro día.

Marcial PEREZ



# SOCIALISMO

avorable la presión a que la masa ha estado sometida tantos años no podrá mantenerse, y habrá de darse salida como sea. Y así es como las fuerzas de derechas, para evitar una explosión violenta, pretenden crear una válvula de escape, pero desde luego, de esto no nos cabe duda, intentando salvar el precipicio y mantener su posición de explotadores.

Por ello no debe extrañarnos ver a tantos burgueses que durante mucho tiempo permanecieron callados y hoy empiezan, sin embargo, a hacer sus primeros amagos de oposición antifranquista, para iniciar la posibilidad de una democracia liberal que quizás estarían dispuestos a aceptar como el mal menor. Ojo con ellos, que son tan enemigos nuestros como lo sea el que más.

Pero si todas estas maniobras de los burgueses pueden resultar interesantes y no es preciso estudiarlas a fondo aunque sólo sea para precavernos de ellas, en tanto que socialistas hay algo que debe preocuparnos más aún: las necesidades del pueblo.

Creo yo que nuestra democracia se basa en pensar que el pueblo tiene siempre la mayoría, y por lo tanto es a él a quien corresponde decidir sobre los destinos del país. Y si hacemos al pueblo soberano, son sus necesidades las que hemos de estudiar para intentar aportar a ellas nuestras soluciones.

Ahora bien, creemos que nada en política puede resultar más peligroso que hacer el avestruz, esto es, meter la cabeza en la

tierra y pensar por ello que ya estamos solos. A este respecto discrepo profundamente de lo que en su artículo "Diario de un londinense a la fuerza" nos decía el compañero "Roderick Seville". Lo creo algo ausente de la realidad. Sin duda es grande mi osadía al dirigirme así a quien en años y en experiencia de lucha socialista me lleva tanta ventaja. Si me atrevo es sólo abusando de otra más importante que yo le llevo a él: Desde el año 1939 al 1963 yo he vivido en España y él, no. Pues bien, pensar que en España no vamos a contar más que nosotros en defensa de la clase obrera, porque nosotros somos la clase obrera misma hecha partido, es una ilusión totalmente utópica. Siempre contaron las ideas anarquistas en España, siempre tuvieron tantos o más adeptos que las nuestras. ¿Es que mañana este movimiento de tan rancia solera va a desaparecer?

¿Es que, en buena ley, el movimiento anarquista no nos hace y hará la competencia en su captación de la clase obrera? No se nos diga que ya no quedan anarquistas en el mundo, que han desaparecido. Primero, porque ya habían desaparecido en el 31, cuando la C.N.T. contaba con tantos afiliados. Y, además, por que tal vez hayan desaparecido allí donde el progreso social se ha abierto camino. En España, con muy poco, la situación fundamentalmente no ha cambiado desde el 36.

Y no hablemos del Movimiento Comunista. Es ilusorio pensar que el Partido Comunista no ten-

(Pasa a la séptima pág.)

P.S.O.E. - U.G.T.

## Reunión de las Comisiones Ejecutivas

Las Comisiones Ejecutivas del Partido Socialista Obrero Español y de la Unión General de Trabajadores de España se reunieron conjuntamente el viernes 8 de febrero de 1963, para examinar la situación actual, a la luz de las informaciones que trajeron los Secretarios generales de su reciente viaje a París.

Se examinaron las consecuencias que para el problema español, en general, y para los refugiados políticos españoles en particular, podía tener la actual política franco-española. Las Comisiones Ejecutivas hicieron constar su agradecimiento a las organizaciones y personalidades que han manifestado su emociónada protesta ante las noticias circuladas a este respecto, y se aprobó el texto de la Circular enviada a las Secciones.

Igualmente se examinó el estado en que se encuentran las conversaciones políticas que desde hace algún tiempo se están celebrando.

El compañero Llopis dio cuenta de la entrevista que tuvo con el presidente electo de Santo Domingo, don Juan Bosch.

## Les syndicats libres des "SIX" et de la Grande-Bretagne vont collaborer en vue d'arriver à une politique commune

Une réunion s'est tenue le 25 janvier à Londres entre des représentants du Conseil général du T.U.C. et une délégation des organisations syndicales des six pays membres de la Communauté économique européenne, au cours de laquelle les participants ont poursuivi la discussion de diverses questions d'intérêt commun soulevées par les négociations d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

C'est avec regret que les délégués ont noté les difficultés surgies au cours des négociations entre la Grande-Bretagne et les Six et ils furent unanimement d'accord pour déclarer que les gouvernements devaient poursuivre les négociations pour que la Grande-Bretagne devienne membre à part entière de la Communauté européenne. Ils décidèrent que, quel que puisse être l'effet de ces diffi-

cultés sur les négociations en cours, cela n'empêcherait pas que les organisations syndicales des différents pays se consultent mutuellement et collaborent en vue d'arriver à des politiques et des objectifs communs.

Les délégués furent unanimes pour affirmer que l'adoption, dans les pays européens, de politiques planifiées pour l'expansion économique contribuerait à l'élévation du niveau de vie des travailleurs d'Europe et d'ailleurs dans le monde.

Ils furent d'avis que les négociations auraient dû être « concentrées » pour aboutir à des accords sur les problèmes les plus importants et ils décidèrent qu'il fallait poursuivre les discussions entre les organisations syndicales.

Ils ont adopté une déclaration d'intention que voici :

### Déclaration d'intention

- Les parties contractantes
- considérant que le plein emploi constitue un objectif fondamental de leur politique économique et sociale ;
  - considérant que la réalisation du plein emploi dans la Communauté peut être considérablement aidée par la coordination des politiques économiques et sociales des Etats membres ;
  - considérant que la réalisation de cet objectif doit en permanence guider l'action de la Communauté ;
  - soumettent l'emploi dans chaque Etat-membre à une analyse permanente. Si la Commission constate que le plein emploi risque d'être compromis, elle adresse des recommandations aux Etats-membres dans le cadre de la politique économique coordonnée.
  - présentent, en octobre de chaque année, leur bilan économique prévisionnel pour l'année suivante, établi sur base du plein emploi, ainsi que l'aperçu des mesures de politique économique et sociale qu'elles comptent introduire. A l'appui des bilans économiques nationaux, la Commission dresse un bilan professionnel de la Communauté. Si la Commission juge que les prévisions nationales et les mesures économiques et sociales ne permettent pas d'atteindre le plein emploi, elle formule des recommandations à l'intention des Etats-membres en cause dans le cadre de la politique économique et sociale coordonnée.
  - Chargent la Commission — et à cet effet collaborent avec elle — de présenter régulièrement des plans économiques prévisionnels à plus long terme, avec pour objectif la réalisation du plein emploi et l'améliora-

tion des conditions de vie et de travail dans le cadre d'une expansion économique continue.

— s'engagent à poursuivre l'objectif de plein emploi dans la suite à donner aux propositions du Comité monétaire, du Comité de politique conjoncturelle et d'autres Comités de même nature, ainsi que dans l'exécution des articles 49-d, 103, 104, 128 et dans l'activité du Fonds social européen et de la Banque européenne d'investissement.

— la commission consulte le Comité économique et social sur les bilans prévisionnels et sur les propositions et les recommandations.

### Alianza Sindical

GRAN MITIN EN BURDEOS PATROCINADO POR FORCE OUVRIERE

Como protesta por la represión franquista y por la libertad del pueblo español, la Alianza Sindical de Burdeos celebrará un acto público, el domingo 17 de febrero, a las diez de la mañana, en el Cine des Capucins o en "Eldorado", en el que intervendrán:

Gregorio R. Ervolla, por S. T. V.

José Peirats, por la C. N. T.

Pascual Tomás, por la U. G. T.

El acto será presidido por un representante de Force Ouvrière.

Quedan cordialmente invitados todos los trabajadores españoles y amigos de la libertad, tanto de la localidad como del departamento de la Gironde.

LOS DIAS COMUNISTAS

## ' CARTAS A UN ESCULTOR "

El escultor es Sebastián Miranda. Por desgracia, el autor de las cartas, Indalecio Prieto, no llegó a ver terminado el libro en que están recogidas, remitido por el editor Losada desde Buenos Aires, improvisando un ejemplar para satisfacer la impaciencia de nuestro correligionario, el día mismo en que éste espiraba en la capital mejicana.

Sebastián Miranda, artista ovetense, se reveló en Madrid en 1921 en una exposición de sus obras, a base de esculturas de gitanos, venustianas, gentes del mar, políticos populares y afamados toreros, como Juan Belmonte, de quien fue gran devoto, así como de Julio Camba, Ramón Pérez de Ayala, Gregorio Marañón, Ramón del Valle-Inclán, "Azorín" y Domingo Ortega, otro torero de tronío.

Indalecio Prieto figuraba entre los íntimos de Sebastián Miranda. En su artículo "El tercer entorchado", tiene referido cómo conoció al general Valeriano Weyler al visitar a Sebastián Miranda en el estudio que éste alquiló en la finca donde vivía don Valeriano, propiedad suya, en el paseo de Rosales, esquina a Marqués de Urquijo. El ático utilizado por Miranda era el mismo que le había servido de taller al pintor eibarrés Ignacio Zuloaga.

En 1930, en las semanas que duró la conspiración republicanosocialista para derrocar el régimen de Alfonso XIII, estando Prieto una tarde en el café Regina de Madrid, el periodista lerrouxista César Jalón le advirtió que en la puerta de aquel establecimiento estaban dos policías con orden de conducirlo a la Dirección de Seguridad, donde actuaba de jefe el general Mola.

Prieto esquivó a sus perseguidores refugiándose en casa de Sebastián Miranda, quien la noche de este episodio le había invitado a cenar en compañía de Ramón Pérez de Ayala, Juan Belmonte y Ramón del Valle-Inclán. Por entonces, el escultor había contraído matrimonio con una dama ovetense, muy bien relacionada con doña Carmen Polo, y había trasladado su residencia al Parque Metropolitano, Avenida de la Moncloa, 18, donde además tenía instalado su estudio. Allí pasó Prieto algunos días, los suficientes para servir de modelo al escultor, quien hizo varias reproducciones suyas, una de las cuales conservaba en Méjico. Las otras, en momento oportuno lucirán de nuevo en algunos salones españoles, cuando nuestro país recobre la libertad perdida.

Al estallar la sublevación militar, el domicilio-estudio de Sebastián Miranda quedó dentro de la zona de mayor peligro, utilizada para ejecuciones sumarias a cargo de partidas incontroladas. El matrimonio asturiano aterrorizado, visitó a Prieto para rogarle facilitara su salida con dirección a París, haciéndolo así con la mayor premura nuestro amigo. Durante la expatriación, falleció la esposa de Sebastián Miranda, aumentando la congoja que éste sufría al conocer que su viudez había sido saqueada y sus obras de arte estúpidamente destruidas, una de ellas, la más genial, "Los trabajadores del mar", retablo donde había reflejado maravillosamente una serie de tipos de singular relieve humano, escogidos entre los pescadores de Cimadevilla, en el puerto de Gijón. Es muy explicable el resquemor que el artista ovetense guarda en el espíritu contra las bandas que asaltaron su estudio. Esos y otros recuerdos, narrados con sorna genuinamente asturiana, le están sirviendo ahora a Sebastián Miranda para colaborar como cronista en "ABC", eclipsando con la salsa de sus relatos a muchos astros de similar del vetusto diario madrileño.

"Cartas a un escultor", según definición del propio Indalecio Prieto, "forman un montón de pequeños detalles relativos a grandes sucesos". Son la réplica a un artista afamado, que alardeando de no tener ideas políticas, está dibujado como conservador y amante de la vida placentera. Prieto le conocía bien, y sabía que en su pensamiento no quedaba sino la explicable amargura, difícil de borrar, ante

el destrozo sufrido durante la guerra por sus obras de arte. Por eso no le irritaban las cartas de Sebastián Miranda. «Escritas por otro cualquiera dice al final del prólogo—, mi acogida se habría limitado a un desdenoso silencio o a un puñado de injurias.»

¿De qué tratan las cartas de Prieto? En primer lugar, del "Vita", lujoso barco filipino, con bandera norteamericana, que sin conocimiento de Prieto se presentó en Méjico, fletado por Negrín y con destino a uno de sus amigos ausente por entonces de aquella capital. El "Vita" estaba lleno de maletas con alhajas y otros objetos de valor. Al atracar el barco y comprobar el consúl norteamericano que a su bordo no iban pasajeros de esa nacionalidad se apresuró a desabanderarlo. Y esa fue la señal del pánico. El capitán se dirigió a Prieto le planteó el peligro de que las autoridades mejicanas comprobasen que la mercancía era contrabando y le pidió que se incautara de todo ello.

Haciendo uso de su amistad con el presidente Lázaro Cárdenas, Prieto se puso al habla con él, informándole con exactitud de los hechos, y el presidente, comprendiendo que aquella fortuna podría aliviar infinitas miserias de millares de españoles refugiados, autorizó el desembarco, bajo la protección de fuerzas adictas suyas con la condición de que Prieto fuese quien respondiera de todos aquellos bienes.

Prieto no podía faltar a la promesa dada, pero necesitaba salvar su responsabilidad y garantizar la integridad de cuanto había transportado el "Vita", a cuyo efecto fueron nombrados claveros de esos bienes el general don Sebastián Pozas y el veterano correligionario Anastasio de Gracia los dos, ex ministros de la República.

Planteado el caso a los ex presidentes del Gobierno republicano don José Giral y don Augusto Barcia, y a los ex ministros don Félix Gordón Ordás y don Sebastián Miranda, los cinco determinaron ofrecer esos bienes a la Diputación Permanente de las Cortes que residía en París, donde había delegación de todos los partidos. Este organismo examinó la propuesta y la rechazó; nombró, en cambio, una Junta de Auxilio a los Republicanos Españoles (JARE), presidida por el ex diputado republicano don Luis Nicolau d'Oliver, con vocales de todas las tendencias no representadas en el SERE, organismo creado por Juan Negrín y sus amigos, en rebeldía contra la Diputación Permanente de las Cortes.

Para la pequeña historia, no sobraría decir que yo rechacé un nombramiento que en mi favor hizo la JARE de París, cuya comunicación conservo, ofreciéndome un puesto retribuido de los que por entonces proliferaron.

Entre los que intervinieron en la JARE de Méjico figuró el ex ministro don Emilio Palomo, a quien obligaron a dimitir, al comprobar su lamentable actuación. Los otros delegados, con Prieto, fueron don José Giral y don José Andreu, presidente del Tribunal de Casación de Cataluña.

En España y fuera de España se ha censurado a nuestro amigo como si hubiera sido el único administrador de lo que el "Vita" llevó a Méjico, lo cual queda suficientemente rectificado en las cartas dirigidas al escultor Sebastián Miranda. Por otra parte, se olvida recordar que Prieto intentó deshacerse de esos bienes, entregándolos a Franco, con la garantía de que fuese respetada la vida de los republicanos españoles que quisieran reintegrarse a la patria. He aquí cómo narra Prieto esta iniciativa suya:

«Dándose cuenta de que, fuese cual fuese la valía del cargamento — entonces completamente desconocida para nosotros —, no bastaría a cubrir las necesidades de más de medio millón de españoles que se expatriaron, la

## Figuras del Socialismo español

## Indalecio PRIETO TUERO

— XIV —

Por Andrés SABORIT

Junta de Auxilio me facultó para hacer una negociación encaminada a que, mediante debidas garantías, Franco admitiera la repatriación sin represalias, de la inmensa mayoría de los exiliados, quedándonos fuera de España 2.000, 3.000 ó 4.000 que, por nuestras funciones gubernativas o directoras él considerara inadmisibles. Esta proposición la negocié en París con José Félix de Lequerica. Las entrevistas se celebraron en casa de Teófilo Hernando y a Lequerica le acompañé, aunque sin asistir a las conversaciones, el entonces agregado militar a la Embajada, Antonio Barroso, hoy ministro del Ejército. Lequerica estaba por entero conforme con mi proposición y abrigaba esperanzas de que en Burgos fuese aceptada; pero en Burgos, después de algunas vacilaciones, la desecharon.»

Prieto cita seguidamente otra gestión suya que históricamente tiene también interés:

«Había quedado fuera de las autoridades mejicanas algo muy valioso, cuyos poseedores eran perfectamente conocidos: el radium del Instituto del Cáncer, de Madrid; el del hospital que en Madrid dirigía el doctor Varela Radio —fallecido, agregó yo, cuando se reproducen estas líneas—, y el de la Casa de Salud de Valdecilla, de Santander. Por mí y ante mí, sin contar con nadie, dispuse la entrega de ese radium, cuyo valor alcanzaba a casi medio millón de dólares, a las mencionadas instituciones benéficas. Por cierto que el general Franco hizo decir en sus periódicos que la restitución del radium se había debido a gestiones suyas, cuando no intervino absolutamente para nada, sino para dar órdenes a su representante diplomático en La Habana a fin de que se hiciera cargo de tan valiosísimo material, que le fue entregado por el presidente Batista, en cuyas manos lo puse yo, utilizándole de intermediario. No quiero ocultarle —le dice a Sebastián Miranda— que ese representante diplomático se creyó en el caso de darme las gracias en forma personal y efusiva por mi rasgo.»

El delegado nombrado por nuestro Partido, a propuesta de Indalecio Prieto, para administrar esos bienes, fue Amador Fernández, quien se negó rotundamente. Entonces fue cuando Prieto tuvo que pechar con esa gestión, por exigencia de los otros grupos políticos, teniendo en cuenta, además, el compromiso contraído con el general Lázaro Cárdenas. Al finalizar éste su mandato político, el nuevo presidente, Avila Camacho, ordenó la incautación de todo lo de la JARE, nombró nuevos administradores y finalmente éstos hicieron una liquidación que entregaron al Gobierno de la República en la emigración reconocido por Méjico.

Sebastián Miranda, en sus cartas, se lamentaba ante Prieto de que hubiese quedado impune el crimen cometido contra Calvo Sotelo, "crimen tan odioso como insensato", agrega por su cuenta nuestro correligionario. Ese y otros calificativos por el estilo, ¿los han insertado la prensa franquista o los personajes de ese régimen cuando se ha tratado de otros crímenes tan odiosos como insensatos, perpetrados en la zona facciosa? Han pasado ya muchos años y ese lenguaje nunca le hemos encontrado entre los que aspiran a monopolizar el patriotismo y el sentido cristiano de la historia. Cuando hablaba como cuando escribía, Prieto volcaba lo que le dictaba su generoso corazón.

En efecto, el crimen cometido con Calvo Sotelo fue una insensatez, de la que resultaron gananciosos los militares concertados desde mucho antes para sublevarse contra la República. En el mundo entero circuló la

versión de que el movimiento del 18 de julio era una réplica del 12 de dicho mes. De esa versión, años más tarde, seguía haciéndose eco, de buena fe, Sebastián Miranda. Pero esa versión era falsa. Prieto para desvanecer los puntos de vista del escultor asturiano, acumula textos irrefutables. He aquí algunos:

«Pero la prueba más incontrovertible de la antigüedad de tales preparativos —los de la sublevación militar— consta en documento manuscrito de Antonio Goicoechea que se encontró al ser registrado el domicilio de éste. Dicho documento, de puño y letra del ex ministro monárquico, es el borrador del acta de una reunión que él, el general Emilio Barrera, Rafael Olazábal y Antonio Lizarza, tuvieron con Mussolini en Roma el 31 de marzo de 1934 a las cuatro de la tarde, reunión en la cual se convino que Italia ayudaría con todos sus medios la proyectada sublevación y como anticipo, el "duce" entregó a los emisarios 1.500.000 ptas., 20.000 fusiles, 20.000 granadas de mano y 200 ametralladoras, armas que fueron remitidas inmediatamente a España, vía Portugal, y depositadas secretamente en iglesias y conventos españoles, principalmente de Navarra. Uno de los firmantes, el carlista navarro Antonio Lizarza, ha reconocido la autenticidad de dicho documento y lo ha reproducido textualmente en un libro suyo donde hace historia de los preparativos para la sublevación en los cuales tomó principalísima parte. Como dato curioso te apunto —le dice Prieto a Miranda— que Lizarza, detenido en el aeropuerto de Burgos cuando regresaba de Portugal después de haber conferenciado con Sanjurjo, rodó por diversas cárceles de España, y en la de Alicante le puso en libertad el comunista Monzón, gobernador civil de aquella provincia, quien, además, engañando a Julián Zugazagoitia, ministro de la Gobernación, consiguió para el mencionado carlista un visado que le permitió salir desde el aeropuerto de Altea, en Alicante, y llegar sin contratiempo a Toulouse, de donde marchó a Pamplona para ser objeto allí de un colosal y apoteósico recibimiento. Son muy curiosos estos enlaces entre elementos extremistas de las tendencias más opuestas.»

El Gobierno desconoció todo lo relacionado con el atentado contra Calvo Sotelo hasta que se descubrió su cadáver en el Cementerio del Este. Es falso que Prieto interviniera en nada de eso, y mucho menos en su gestión, que fue un acto espontáneo de un grupo de guardias de Asalto, en represalia por el crimen —tan odioso como insensato— cometido por los falangistas contra el teniente Castillo, de dicho Cuerpo.

Descubierto el crimen, ¿lo silenció el Gobierno? De ninguna manera. Intervino el Juzgado competente con toda actividad, y si no hubo lugar a tomar determinaciones contra los autores se debió a que poco después estallaba la sublevación militar. Prieto da cuenta de algunos detalles de sumo interés en las siguientes líneas, relacionadas con tan histórico acontecimiento:

«Decidieron —los guardias de Asalto— detener a Calvo Sotelo y fueron en busca de él a su casa. Condés se identificó como capitán de la guardia civil y a él se entregó el diputado monárquico, luego de comprobar, por la pareja de guardias encargados de custodiar su domicilio, que los aprehensores eran efectivamente guardias de Asalto. Calvo Sotelo bajó a la calle entre los guardias al mando del capitán Condés. Este dio al chófer una orden: "A la Dirección de Seguridad." Y el chófer tomó el rumbo que se le indicaba. Pero un panadero apellidado Cuenca que se había sentado en una de las banquetas del autobús descubierto, detrás precisamente de Calvo Sotelo, sacó sigilosamente su pistola. Alguien que iba a su lado quiso detenerle el brazo, pero Cuenca —todo en silencio—,

con gesto imperioso, le ordenó mantenerse quieto, y aplicando el cañón del arma a la nuca del detenido disparó, al mismo tiempo que decía: "Al cementerio."»

Condés y Cuenca murieron en uno de los primeros combates librados en Somosierra, por lo que no hubo lugar, dice Prieto a su amigo el escultor, a tomar ninguna otra determinación. Seguramente que Miranda no conocía esa auténtica versión de aquel hecho, tan explotado por quienes en ese y en tantos otros casos han falseado la historia para escribirla caprichosamente. Por desgracia, la historia, la de ambos bandos, es demasiado triste y está tan llena de sangre, que no hubiera sido preciso enfangarse más en sus detalles.

En las cartas del escultor asturiano hay cargos contra Prieto por no haberse prestado a presidir el Gobierno cuando Azaña se lo ofreció. «Tú sostienes —le dice a Sebastián Miranda— que si yo me hubiera hecho cargo del Gobierno hubiese estado rodeado de las simpatías generales de la nación.» Prieto, para aclarar lo sucedido entonces, agrega:

«Cuando Manuel Azaña fue elegido presidente de la República, se presentó en mi casa a las diez de la noche Santiago Casares Quiroga para llevarme a presencia del presidente, en la Casa del Príncipe, en El Pardo. Me sorprendió este encargo. Fui con Casares al El Pardo. Azaña me preguntó si yo estaba seguro de que mi Partido me apoyaría en caso de que él me designara jefe del Gobierno. Le contesté negativamente, porque entonces la mayoría del Partido, y desde luego la de su grupo parlamentario, estaban devotamente adheridas a Francisco Largo Caballero. Sin más presión cerca de mí que esa única pregunta, Azaña respondió: "Entonces voy a nombrar presidente del Consejo a Casares Quiroga." "Eso es cuenta de usted", le contesté. ¿Tú crees que si Azaña hubiese tenido verdadero deseo de encargarme de la jefatura del Gobierno me habría hecho compañía de Casares Quiroga, quien ya estaba en su mente para ocupar tal cargo?... Azaña quería un Gabinete doméstico y yo no servía para funciones domésticas, por lo cual implícitamente, estaba rechazado por él, aunque al día siguiente de la escena que te refiero me llamase a Palacio para encargarme oficialmente del Gobierno, pero bajo la seguridad de que yo no podía ni debía aceptar.»

Este mismo punto de vista lo expuse yo en estas columnas en uno de mis anteriores trabajos, con textos, no de Prieto, sino de los principales personajes republicanos. Azaña estaba arrepentido del discurso pronunciado en el célebre banquete del Frontón Central dado en su honor, y en el que se pasó de la raya al dar la impresión de que la unión entre él y nuestro Partido era algo consustancial para la vida de la República. Y no lo era ni lo fue nunca, porque Azaña no pasaba de ser un liberal sin ninguna simpatía por los verdaderos postulados del socialismo.

Azaña, por otra parte, no tenía fe en casi ninguno de sus colaboradores. Sus Memorias lo prueban hasta la saciedad. Por eso no es de extrañar que cuando Prieto les advirtió del peligro que representaban los trabajos llevados a cabo por los militares contra la República, no le creyeran. Ante la historia, Prieto tiene a salvo su responsabilidad. He aquí otra prueba:

«Cuando el doloroso suceso ocurrió —la muerte de Calvo Sotelo—, yo no sostenía relaciones con el Gobierno. Había aguantado respuestas desdenosas de su jefe, Casares Quiroga, cuantas veces fui a advertirle, aduciendo datos fidedignos, el peligro de la sublevación. Pero cierta tarde que en el Congreso le hablé acerca de lo mismo, me respondió irridadísimo: "No me fastidie usted más con sus cuentos de miedo y déjeme en paz. Usted sufre ya de la menopausia, y trastornos propios de ésta le inspiran sus invenciones." Aquello desbordó mi aguante. Del despacho de ministros pasé al salón de sesiones, subí al estrado presidencial y dije a Martínez Barrio, pues quería que alguna persona calificada lo conociese, cuanto acababa de ocurrirme con Casares. A éste no volví a verle hasta la mañana del 17 de ju-

lio, pues conociendo yo la sublevación iniciada en Marruecos, fui a ponerme a su disposición.»  
 «La verdad es que Indalecio Prieto conoció el comienzo de la sublevación antes que el Gobierno de la República, y desde luego, antes que Casares Quiroga. Y es verdad igualmente que tuvo noticia fidedigna de que el movimiento militar iba a estallar, como la tuvieron, por otros conductos Alcalá-Zamora, que "pre-stando una excursión de recreo por el Norte de Europa, salió de España con toda su familia", dice Prieto. Lo supo don Alejandro Lerroux, como lo refiere él en sus Memorias, y después, Prieto, que informó de ello a Luis Jiménez de Asúa, «quien —agrega el autor de "Cartas a un escultor"—, atendiendo mi consejo, atravesó la frontera y al día siguiente me comunicó que se encontraba en Hendaya».

Prieto termina este capítulo, tan sugestivo como todos los que se reúnen en este librito, con las siguientes frases:

«Basta y sobra con lo escrito, que no lo trazo sólo para ti, sino también para mí, porque con ello recapitulo episodios interesantes y trágicos de la vida española, y para algunos amigos que, luego que yo desapareciera, estimen conveniente hacerlo público.»

Entre esos amigos estaba don Gregorio Marañón, a quien le abrían en Madrid, al llegar, la correspondencia que recibía de Prieto. Ambos lo sabían, y Prieto sentía especial placer en ello, para que de ese modo se informaran de sus puntos de vista, sin veladuras los encargados de ejercer la censura en el régimen franquista.

Copia de estas cartas obra igualmente en mi poder. Prieto no pensaba entonces en dadas a la publicidad, y reiteradamente me tenía rogado no utilizarlas estos y otros trabajos suyos, que conservo como oro en paño mientras él no desapareciera de entre nosotros. Por mí, nadie supo nunca nada. Prieto decidió publicar estas cartas, donde hay trozos de sus discursos más célebres —el de Cuenca, uno de ellos de que seguiré escribiendo— para evitarse tener que redactar cartas aclaratorias en respuesta a versiones más o menos deformadas de los episodios en los cuales tomó parte tan principal. Por desgracia, no llegó a ver el ejemplar que Losada le había preparado. Pero el libro está ahí hará su labor, y quienes deseen informes de primera mano, tendrán que contar con los textos de Indalecio Prieto, que con el tiempo adquirirán aún mayor relieve histórico.

Andrés SABORIT

Ginebra, febrero de 1963.

**Juventudes Socialistas**  
PARIS

El domingo día 24, a las cuatro de la tarde, en 198, avenue du Maine, se proyectará la gran película mejicana "La sal de la tierra".

Los jóvenes socialistas de París os ruegan retengáis esta fecha. — El Comité.

**Letras de luto**

En Villaverde del Río (Sevilla) y a la edad de 72 años, ha fallecido el 5 de enero el compañero Ramón López Barón. Ferrovionario en el depósito de Guadix (Granada), siempre perteneció al Sindicato Nacional Ferrovionario. Al terminar la guerra fue objeto de persecuciones y encarcelamientos, y separado de la Compañía de Ferrocarriles durante largo tiempo.

A su hija, Isabel López Hernández, esposa de nuestro compañero Pedro Tejedor Escribano, a éste y a sus familiares en España, expresamos nuestro más sentido pésame.

El día 3 de diciembre falleció en Tiemcen (Argelia), a la edad de 44 años, nuestro compañero Augusto Rodríguez, hijo del llorado Manolo, que tanto honró en vida nuestras ideas. Augusto, ingresó en las Juventudes Socialistas a la edad de catorce años, allá en Elche, su tierra querida. Le sorprendió la guerra civil con diecisiete años e inmediatamente se incorporó como voluntario en el Batallón Elche, com-

**Por qué el Socialismo**

(Viene de la quinta pág.)

dría hoy en España, en unas elecciones libres, una votación de amplitud muy apreciable, lo cual ha de tenerse en cuenta.

Lo que hay que hacer, insisto, es gritar tan fuerte como podamos nuestras ventajas, nuestras diferencias. Si nos callamos, si pensamos que somos los únicos defensores de la clase trabajadora por que nosotros estamos convencidos de ello, pero no intentamos convencer a los demás, entonces estaremos perdidos a pesar de las consideraciones que siguen.

La coyuntura que va a producirse en España va a sernos particularmente favorable por una serie de factores; no aprovecharía como es debido sería condenarnos a perecer, o por lo menos al fracaso. Y además, en tanto que consideramos nuestras ideas como las que realmente pueden emancipar a la clase trabajadora, el perder las ventajas que se nos presenten puede suponer desde nuestro punto de vista el condenar al proletariado de España a otro período de esclavitud y explotación, tenga ésta el carácter que se quiera.

Hay dos cosas que el franquismo no ha sabido dar a la nueva generación y que ésta necesita: la libertad y el orden constructivo.

**1.º La libertad.** — El pueblo español, el joven pueblo español, pide, exige, libertad, como un animal o una planta pide oxígeno y agua. Por esta razón, precisamente por ésta y no por ninguna otra, pienso en contra de lo que opinan muchos, que serán limitadas las responsabilidades del comunismo una vez que la clase trabajadora tenga a su alcance un mínimo de fuentes de formación e información. Nunca tendrá el Partido Comunista una situación tan ventajosa como la actual. En la clandestinidad, las brumas favorecen siempre a los partidos de conducta difusa, poco clara. Por ello creo que sería un error gravísimo el mantener fuera de la ley al partido comunista en una situación democrática. Se conseguiría que nadie supiese su capacidad real de acción, que en la sombra sus proposiciones se agigantasen. Mientras que a la luz no hay trampas ni maquiñajes posibles.

Y decía que el pueblo español necesita libertad. Hay en los trabajadores de nuestro país un recelo, una repugnancia incubada por muchos años, contra todo lo que es demagogia, eslogans, consignas, sindicato dirigido, rigidez de movimientos, culto al ejército liberador (cuando todos saben bien que solo libera a quienes les explotan), mito del héroe, superhombre. Hay cosas que la clase obrera española no puede tole-

rar: son la propaganda uniforme en prensa, radio, televisión; son el terror policiaco, la censura de todo tipo, la burocracia monstruosa; es la cárcel.

Son todos esos puntos que acercan demasiado, al menos en los esquemas necesariamente simplistas del proletariado, a Franco de Moscú, de Budapest, e incluso de La Habana. Ciertamente, si entre lo único que se le da a elegir a nuestro pueblo es entre el pan de cada día o la libertad, elegirá el pan. Nosotros podemos ofrecerles ambas cosas y por ello el pueblo se volcará de nuestro lado. Pero, tenedlo bien presente, siempre que le damos también la garantía del pan, esto es en otra escala, el camino hacia la ruptura de las cadenas capitalistas.

**2.º El orden constructivo.** — Decía yo antes que nuestros hermanos de clase piden también un orden constructivo, esto es, precisamente un orden que les garantice el pan de que hablabamos. La libertad sola, como tal concepto abstracto, no puede convencer a los trabajadores españoles. Precisan al mismo tiempo de una planificación responsable, de un programa de aspiraciones y proyectos absolutamente concretos, perfectamente delimitados y estructurados. Por este razonamiento me inclino a creer que el movimiento anarquista tiene menos probabilidades que nosotros de atraer a la clase obrera en un futuro inmediato. Se ha dicho tal vez con demasiada frecuencia que el español es anarquista por temperamento. Creo que hoy esto ya no es cierto. La gente opina que es preciso una fuerza estatal que controle nuestros esfuerzos, que garantice los progresos, que asegure la irreversibilidad de los pasos que avancemos arrancando privilegios a la burguesía. Este control del Estado, de los propios proletarios erigidos en Estado, y además la necesidad que presentan las generaciones nuevas de programas e ideales perfectamente realizables en un tiempo breve, concuerdan mal con las características conocidas del anarcosindicalismo español. Nuestro pueblo quiere pan, y el poder comerlo libremente. El comunismo podrá tal vez proporcionar el primero; lo que, aun siendo mejor que ahora, sólo será elegido por los proletarios españoles si no se les ofrece algo mejor. El anarquismo podría darle a España esa libertad que precisa. Pero ante los ojos de quienes trabajan, de poco ha de servir el poder comer como se quiera, si el sistema no ofrece garantías de poder suministrar el pan.

Sólo quedamos nosotros. Nosotros, que en principio cumplimos los requisitos que el pueblo exige. Y el pueblo vendrá a nosotros por que nosotros sabemos adaptarnos, plegarnos sin dogmatismos a sus necesidades.

Pero hay algo que podría alejar de nosotros a las masas: El que en una colaboración con las fuerzas burguesas, con las fuerzas explotadoras, aceptáramos unos compromisos limitativos que fueran más allá de una acción táctica contra el régimen actual. Pan y libertad forman un todo armónico: la emancipación. Y no se obtienen ambos de una manera seria, sino cuando la emancipación es completa. La burguesía hará concesiones más de forma que de fondo, pero éstas no deben tentarnos ni sobre todo engañarnos. Nuestros objetivos y los suyos, esto es, la emancipación y la explotación, son del todo irreconciliables.

El pueblo trabajador de España nos volvería la espalda si presiente que sólo podemos sacarle a medias del estado de opresión en que se encuentra.

Vamos a tener una oportunidad inmejorable. Agarrémosla al vuelo y con todas nuestras fuerzas, pues si se nos escapa no volverá jamás. Y entonces no nos quedaría más destino que esfumarnos y dejar el sitio a otros, pues habría pasado nuestro turno en la lucha por una humanidad más justa.

GERARDO



**ST-JEAN DE VALERISCLE**

Se convoca a los afiliados de esta Agrupación a la asamblea general ordinaria que se celebrará el domingo día 17, a las nueve y media, con el siguiente orden del día: 1. Lectura del acta anterior. — 2. Informe de Tesorería. — 3. Renovación del Comité. — 4. Comisión de Estudios. — 5. Examen del orden del día del Congreso departamental. — Campiile.

**BURDEOS**

El próximo domingo 24, a las diez de la mañana, en nuestro local social, café Vécot Hugo, celebrará esta Sección asamblea general ordinaria con un extenso orden del día, en el que figuran, entre otros asuntos, la gestión del Comité, lectura de Circulares y resoluciones a tomar sobre las mismas y nombramiento de cargos vacantes reglamentarios.

Por lo interesante del orden del día y los numerosos asuntos a tratar, se ruega la mayor puntualidad a todos los afiliados. — El Comité.

**TOULOUSE**

El domingo día 17, a las diez y media de la mañana, en nuestro local social, proseguirá el coloquio organizado por el Comité de esta Agrupación Socialista, con la cooperación del Grupo de Estudio Pablo Iglesias, sobre el tema: "La dictadura del proletariado. ¿es una tesis genuinamente marxista? (El Marxismo y la Democracia)."

**CASTELSARRASIN**

Se convoca a todos los compañeros a la asamblea general ordinaria que se celebrará el domingo, día 17 de febrero, en el Café Capayru, a las diez de la mañana, con el orden del día fijado en el lugar de costumbre.

Es indispensable la presencia de todos los compañeros para la renovación de cargos. — El Comité.

**ORAN**

Para el sábado 12 de enero y en su domicilio de siempre convocó asamblea general, en primera convocatoria, el Comité de la Sección de Orán. No fue preciso una segunda, porque la inmensa mayoría de lo que queda de ella, dijo presente, y solemnemente, con la seriedad peculiar en nosotros, pensando en las ideas, en los caídos, en los ausentes, en el ayer tan amargo, en el hoy y hasta en lo que nos pueda reservar el futuro, comenzaron las deliberaciones.

La modesta y consecuente persona de Julio Chávarri, que tuvo un recuerdo para los que cayeron inocentemente, y otros muertos, dirigió los debates, ayudado por Martín de Pablo como secretario de actas y por el del Comité.

Antes de abordar el orden del día, el Comité creyó prudente hacer una declaración, de lo que se encargó su secretario, compañero Cubi.

En ella se justifica el Comité por la prórroga del mandato que le confió la Sección, debido a los acontecimientos. «Los hombres de la Sección —dice— han estado sometidos a una dura, a una terrible prueba, que unos la han pagado con sus vidas, otros poniendo agua por medio y el resto la ha sobrellevado cual la ha aguantado el Comité. Para los que cayeron, un recuerdo; para los que se fueron, el deseo de que allí donde estén, sigan fieles a las ideas.»

«A pesar de las circunstancias, el Comité estuvo en su puesto y junto con no pocos afiliados supimos mantener la Sección. El contacto con la Ejecutiva no se perdió nunca y en ningún momento nos hemos desfigurado, permaneciendo leales al Socialismo y a la democracia y continuando nuestra lucha contra la tiranía que oprime a España. Hemos superado los casos de conciencia que también se han presentado.»

Después de leída esta declaración del Comité, sin un gesto que pudiera significar desaprobación, se pasó al orden del día, aprobándose en primer lugar el acta de la anterior asamblea, que correspondía al 17 de febrero de

1962, la que se levantó sin más deliberaciones, porque lo aconsejaban aquellas circunstancias, y tras hacer constar en acta el sentimiento profundo de la Sección por la desaparición de un español no común y muy socialista, el camarada Indalecio Prieto.

El movimiento de Caja y la situación económica en general, fue presentado y ampliado por el compañero presidente, Zaragoza, que interinamente había llenado también este menester. Seguidamente se conoció la situación para con nuestro órgano en la prensa, con cuya Administración se tienen por unos débitos, contraídos en su mayor parte en los tiempos del éxodo, conociendo también la asamblea las mil peripecias que se han corrido para lograr la recepción de aquél, los ejemplares que se expenden hoy y la necesidad de laborar porque vuelva a tener la difusión de ayer, acordándose abrir una suscripción para enjugar débitos, que por cierto no tienen nada que ver con la administración de estos últimos tiempos.

En cuanto a las circulares más recientes de la Ejecutiva, mereció más atención el núm. 12, de Tesorería acordándose llenar de momento al menos la que no tiene discusión, o sea el pago de la cuota mínima extraordinaria de 10 F., y correspondiente a 1962 que deberán entregar los afiliados en tesorería.

En Altas y Bajas, se conoció un alta contra cien bajas por diversos motivos, o sea, por defunción, morosidad, voluntaria y traslado, no ocultándose a los reunidos que la mayoría de los que marcharon llenaron sus obligaciones de tipo económico, pero que como la excepción hace la regla, aquella no faltó; con sus causantes se tiene correspondencia al respecto.

Se conoció lo más importante de la correspondencia cursada, ampliándose verbalmente la sostenida con la Ejecutiva y la que tenía relación con otras Secciones de Francia.

Mereció especial interés la sostenida con la Sección de París a tenor de la admisión o no de uno que fue expulsado de la nuestra, acordándose por unanimidad oponerse a su ingreso.

Hubo una exposición de la forma en que se ha prestado la solidaridad en estos últimos tiempos y de las cantidades recogidas al efecto. Tras ello y antes de abordar la elección de nuevo Comité, se procedió a reformar el reglamento, acordándose que en lo sucesivo conste éste de cinco miembros.

Seguidamente se fue a la elección, resultando elegidos: Zaragoza, presidente; Cubi, secretario; Márquez, vicecontador, y Chávarri vocal.

Y así terminó una reunión digna de que una pluma diferente a la mía, supiera cantar sus bellezas, porque sin ver a través de los cuerpos opacos, puedo asegurar que aparte la emoción que embargaba a todos los asistentes a lo largo de las deliberaciones, su pensamiento estaba puesto en nuestros principios, en la odisea que nos hace pensar lo que representa la opresión que sufre España, y en los que se alejaron de estas tierras en busca de otras en las que hubiera la convivencia y fraternidad de que aquí ya se goza. — Armen-gol.

**U.G.T.**

**CASTELSARRASIN**

Se convoca a todos los compañeros a la asamblea general ordinaria que se celebrará el domingo, día 17 de febrero, en el Café Capayru, a las nueve de la mañana, con el orden del día fijado en el lugar de costumbre.

Es indispensable la presencia de todos los compañeros para la renovación de cargos. — El Comité.

IMPRIMERIE SPECIALE  
28 - 30, Rue Sainte  
MARSEILLE 1<sup>re</sup>

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.  
Georges BRUTELLE,  
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

# LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.  
Georges BRUTELLE,  
Secretario General Adjunto de la S. F. I. O.

## L'Espagne à l'O.T.A.N. ?

« Grâce au pacte Bonn-Paris, l'heure a sonné pour l'Espagne de prendre place dans une continentalité européenne », écrit par exemple le quotidien « Ya » qui passe pour refléter les opinions de l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Martin Artajo. Déjà l'Espagne est assurée du soutien des gouvernements français et allemands car le grand capital des

deux pays a beaucoup de raisons d'y être favorable. La France est en effet le pays étranger, suivi de près par l'Allemagne, qui investit le plus en Espagne. Quelque cent mille travailleurs espagnols en France, un nombre croissant en Allemagne fournissent à l'industrie des deux pays une main-d'œuvre qu'il est facile d'exploiter.

Entre la France et l'Espagne les échanges commerciaux ont doublé entre 1959 et 1961 et ils se sont encore accrues du tiers en 1962. Avec l'Allemagne aussi les « affaires » commandent pour les intéressés une politique de coopération économique. Mais d'autres pays dont l'Italie où le soutien du leader socialiste Pietro Nenni, ancien combattant républicain en Espagne, est nécessaire à la majorité de l'ouverture à gauche de M. Fanfani et la Belgique où le socialiste Paul-Henri Spaak est responsable de la politique extérieure pourraient bien faire obstacle aux intentions franco-allemandes.

Par ailleurs le général Franco, jouant sur tous les tableaux à la fois, vient de relancer son action en faveur de l'admission de l'Espagne au Pacte atlantique. Il a profité d'une clause des accords militaires hispano-américains de 1953, donnant le droit aux deux parties de demander la révision des accords après dix années d'existence, pour exiger « des conditions plus favorables ».

Ces conditions, quelles sont-elles ? Le général Franco sait qu'il ne peut encore être question pour l'Espagne d'être admise comme membre à part entière à l'O.T.A.N., en raison du veto certain des gouvernements sociaux-démocrates norvégien et danois. Aussi a-t-il demandé par l'intermédiaire de son ambassadeur à Washington, M. Garrigues, « l'incorporation de l'Espagne et de ses bases au dispositif O.T.A.N. ». En effet, une décision de cet ordre a un caractère purement stratégique et elle peut être prise par Washington sans l'approbation de Copenhague et d'Oslo. En bref, le général Franco entend, grâce à un accord « plus favorable » avec les Etats-Unis, entrouvrir la porte de l'O.T.A.N. et mettre une de ses bottes dans le club des pays libres.

La coopération militaire et économique plus poussée avec la France « troisième force » est sans doute destinée, au moins en partie, à obtenir des avantages plus substantiels de la part de l'Amérique.

Pierre GERMAIN.

## LA FAIM DU MONDE

par Serban Voinea

A F. A. O. vient de publier une brochure dans laquelle elle annonce qu'en l'an 2000, le globe aura six milliards de bouches à nourrir. Cela fait frémir et, pourtant, d'autres évaluations sont encore plus pessimistes que celles de la F. A. O. D'ailleurs, le pessimisme dans ce domaine n'est pas nouveau. Dès 1803, Thomas-Robert Malthus avait surpris ses contemporains en leur dévoilant une loi de la population selon laquelle l'humanité était condamnée à la faim, car la natalité avait une tendance irréversible à dépasser les progrès de la production alimentaire. Seules les guerres, les épidémies et les catastrophes pouvaient rétablir l'équilibre entre la population et la nourriture dont elle disposait. Si les hommes ne se décidaient pas à réduire la natalité par l'abstinence. Selon Malthus, il n'y avait pas suffisamment de couverts au banquet de la nature pour nourrir la surpopulation qui s'annonçait.

Pourtant, l'Angleterre et le Pays de Galles passaient, un siècle après les prédictions de Malthus, de 3,9 millions d'âmes à 33,9 millions, et ces derniers étaient incomparablement mieux nourris que ne l'avaient été les habitants des Iles britanniques un siècle auparavant.

Les prévisions de Malthus avaient été infirmées par l'évolution réelle, non seulement sur le terrain de la quantité de nourriture, mais aussi sur celui de l'augmentation de la population. En effet, au cours des 50 années suivantes (1903 et 1953), la population ne passait plus que de 33,9 à 44,2 millions d'âmes. L'augmentation géométrique de la population que Malthus avait prédite était loin de constituer une tendance permanente. Un phénomène similaire fut observée dans les autres pays riches : A partir d'un certain moment, l'accroissement de la population avait tendance à diminuer, et même à cesser complètement.

De nouveau depuis la seconde guerre mondiale, le problème de l'accroissement de la population est au centre des préoccupations. Il ne s'agit naturellement plus des pays riches, dont tout le monde

de sait qu'ils sont en mesure d'accroître leurs productions alimentaires bien au-delà des besoins de leur population. Contrairement à ce que pensait Malthus, le problème qui se pose dans les pays riches est celui de la surproduction agricole.

Le véritable problème est celui des pays pauvres. Une des caractéristiques de ceux-ci, c'est qu'ils n'ont jamais été capables de produire une quantité suffisante d'aliments et que même de nos jours, malgré les progrès de la technique agricole, ils continuent à pratiquer une agriculture des plus primitives. Une des causes de leur retard se trouve dans leur extrême pauvreté. Jamais, depuis des siècles, les paysans hindous n'ont pu prendre sur leurs maigres récoltes les sommes indispensables pour l'achat d'une charrue métallique. Comme le prolétariat d'Angleterre au début du XIXe siècle, le taux de natalité chez ces populations est très élevé.

Sur cette natalité excessive est venu se greffer le médecin et l'hygiène occidentales. Le résultat a été une réduction de la mortalité, surtout de la mortalité infantile, et un accroissement explosif de la population. Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler l'évolution de l'Angleterre. De 1830 jusque vers 1850, le taux de la natalité est resté élevé, tandis que diminuait le taux de la mortalité. C'est à peu près ce qui se passe de nos jours en Chine et en Inde. Mais la diminution de la mortalité, qui a nécessité en Angleterre 180 ans, pour tomber de 35 à 12 par mille, se produit aujourd'hui d'une manière vertigineuse. Bien que par la lutte contre la malaria, le taux de la mortalité est descendu à Ceylan, en 5 ans, de 22 à 12 par mille. En Angleterre, il a fallu 70 ans pour obtenir une même diminution.

Parallèlement aux calculs faits sur le nombre de la population, on dénombre aussi les surfaces capables de servir à l'agriculture. Mais ces calculs aussi sont fictifs, car la production dépend moins de la surface, et même de la quantité de la terre, que des méthodes employées par les hommes. Là où vivaient péniblement un million de Peaux Rouges à l'arrivée des Européens, vivent aujourd'hui dans le bien-être plus de 160 millions d'Américains. Un chasseur primitif vivait difficilement sur 800 hectares de réserves de chasse par personne. L'agriculteur moderne vit aisément sur un vingtième de cette surface.

Les méthodes et les instruments capables d'accroître la production de nourriture existent. L'homme a le pouvoir de nourrir les six milliards d'habitants de la Terre qu'annonce la F. A. O. pour l'an 2000. La nature n'assure pas à tous le monde un couvert, comme le disait Malthus. Mais l'homme peut se l'assurer lui-même et participer au banquet que lui offre la nature.

En la Casa del Pueblo de Gardanne (B.-du-Rhône), et patrocinado por Force Ouvrière,

tendra lugar un acto público a la memoria de Pablo Iglesias, el domingo 17 del actual, a las diez de la mañana en el que harán uso de la palabra:

LERDA,  
del Consejo Departamental de Force Ouvrière.

MIGUEL ARMENTIA,  
la Comisión Ejecutiva de la U.G.T. y

JACQUES PICON,  
Secretario Departamental de Force Ouvrière, que presidirá.

Después del acto habrá una comida fraternal y una conferencia de información.

## COMMUNIQUÉ DE FORCE OUVRIÈRE

Le Bureau de la Confédération Force Ouvrière exprime sa profonde inquiétude et celle du syndicalisme libre du contenu du communiqué publié à la suite des entretiens que le Ministre français de l'Intérieur vient d'avoir à Madrid avec son homologue du gouvernement de Franco.

La Confédération Force Ouvrière, les démocrates et les syndicalistes libres, s'étaient déjà élevés contre l'hospitalité accordée par l'Espagne aux hommes de l'O.A.S. et du C.N.R. Nous comprenons que le gouvernement français manifeste aussi des craintes de cette hospitalité.

Mais le Bureau Confédéral déclare qu'aucun parallèle ne peut être établi, ni aucune réciprocité de traitement, entre ceux de l'O.A.S. résidant en Espagne et les républicains espagnols réfugiés en France.

Si une analogie était faite, cela signifierait que les rebelles français résidant en Espagne sont, eux aussi, des réfugiés politiques et qu'ils auraient été chassés de France par un Gouvernement antidémocratique.

La Confédération Force Ouvrière veut croire que la distinction reste faite par le Gouvernement français entre des rebelles cherchant à imposer leur pouvoir et qu'il poursuit et condamne, et des réfugiés politiques d'une démocratie vaincue par la force comme il en fut de l'Espagne républicaine.

Le Bureau de la Confédération Force Ouvrière déclare que la France s'est légitimement enorgueillie d'être de toute tradition une terre d'asile et il affirme qu'elle ne saurait manquer, à ses propres yeux comme à la face du monde, à ce devoir sous quelque couvert que ce soit.

1er Février 1963.

Bernard LEFORT.

(« Paris-Jour », 2-2-1963.)

## Une tradition d'honneur

La France républicaine a toujours accueilli fraternellement les réfugiés politiques persécutés par des régimes de dictature. Pour ne citer que des exemples contemporains, notre pays a été, avant la dernière guerre, une terre d'asile pour les Italiens antifascistes, les Allemands et les Autrichiens victimes du nazisme, les Espagnols républicains.

La visite de M. Roger Frey au général Franco avait donc suscité une légitime émotion chez ceux qui tiennent cette tradition comme l'honneur de notre pays.

Ne prétendait-on pas que le ministre de l'Intérieur, pour obtenir l'éloignement de certains activistes de l'O.A.S., devait livrer au gouvernement de Madrid des réfugiés espagnols établis sur notre sol ?

Un communiqué officieux a, heureusement, fait savoir hier que cette crainte n'était absolument pas fondée : il n'y aura pas d'échange et le statut des républicains espagnols en exil ne sera pas remis en cause.

Cette tradition s'imposait d'autant plus dans le cas des Espagnols, qu'un grand nombre d'entre eux ont participé avec courage, dans les rangs de la Résistance, à la lutte contre l'occupant. En outre, installés chez nous depuis près de trente ans, ils sont complètement assimilés, s'étant souvent mariés avec des Françaises et ayant des enfants français.

Comité de Rédaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR

Suzanne LACORE

Eugène MONTEL

Georges GUILLET

Gerard JACQUET

Joseph BEGARRA

Administrateur :

Roger SOUTHON

## Comentario Con la música...

Si el Caudillo se parece a Napoleón, no es únicamente por ese su tan alabado "genio militar y político" con que en sólo tres años venció a su propio pueblo sin otra ayuda que la de los alemanes, los italianos, los portugueses y los marroquíes. Más aún se parece por aquello de que la música es el ruido que menos, sino el que más, según el afán que pone en desmuscular a España.

Cuando entró victorioso en Madrid, encontró casi terminado de restaurar suntuosamente el Teatro Real; pero él lo empleó como polvorín, lo mismo que el bello Archivo de Alcalá de Henares. Poco después, los dos edificios quedaron arruinados por sendas explosiones que fueron como colosales salvas disparadas en honor de Su Excelencia.

Desde entonces, han sido muchas las voces que se han levantado inútilmente para pedir que sea nuevamente restaurado aquel templo de la música, en cuyo paraíso estaba enraizada la tradición de un público entendidísimo. Era la época en que Madrid tenía crédito para certificar ante el mundo la excelencia de nuevos valores como Titta Rufo y como Arturo Rubinstein. Aquella tradición se ahogó en esta otra época en la que Manuel de Falla, triste y voluntariamente, se desterró con el propósito de vivir y aún de morir fuera de España mientras en ella dominara el Caudillo.

Aquella afición a la música florecía también en las bandas y orquestas de innumerables ciudades y pueblos españoles, en donde el amor al arte triunfaba sobre las dificultades técnicas y económicas. Pero estas últimas han llegado a ser insuperables; y he aquí —sólo como una muestra— que "La Gaceta del Norte", después de lamentarse de cómo en el muy melomano País vasco las bandas están desapareciendo faltas de recursos, dice así sobre lo que ocurre en el importante Bilbao:

« Basta dar un vistazo a la Orquesta Sin-

fónica o a la Banda —sección de viento— que actúa en el Arenal, para llegar a la conclusión de que en un periodo de cuatro o cinco años nos quedamos sin músicos, si las condiciones no mejoran. El músico joven que destaca, o bien emigra, o bien abandona la profesión. »

¿Emigrar? Aquí viene a cuento una crónica de Valencia que leemos en el madrileño "Pueblo" del 12 de enero, y que comienza de esta manera:

« Se consumió lo que era inevitable: la "fuga" casi masiva de músicos valencianos a otras latitudes más propicias a ganar el pan con el sudor de la batuta, del violín, del fagot o de la flauta. Dentro de poco, exactamente el día 23, ocho profesores de la Orquesta Municipal —a la que se unirán en Barcelona otros dos músicos valencianos— tomarán el avión rumbo al Cairo con un magnífico contrato en el bolsillo, extendido por la Orquesta Nacional de la capital de la R.A.U. »

El cronista agrega:

« Y se marchan, buscando fuera la consideración y la remuneración que no alcanzaron aquí. El deseo de mejorar de nivel de vida es igualmente lícito para los obreros que marchan a Alemania o a Francia como para estos músicos que se van a Egipto. »

Es una intencionada declaración de que si España, bajo el plan de desarrollo caudillal, se queda sin sus torneros, sin sus fresadores, sin sus agricultores, no tiene por qué quedarse con quienes les amenizaban el trabajo. El franquismo, pues, no va a tener músicos ni siquiera para que le toquen el "Cara al sol".

Y he aquí que, en previsión de tan desdichada ocurrencia, el cronista titula su artículo: "La Orquesta Municipal de Valencia se queda sin músicos". Más expresivamente pudiera haberlo titulado "La huida a Egipto" o, mejor aún, "Con la música a otra parte".

Pericles GARCIA